



**OCVV**

Office Communautaire des Variétés Végétales

# Rapport annuel 2010







**OCVV**

Office Communautaire des Variétés Végétales

# Rapport annuel 2010

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses  
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.***

**Un numéro unique gratuit (\*):  
00 800 6 7 8 9 10 11**

(\*) Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00 800 ou peuvent facturer ces appels.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Une fiche catalographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2011

ISBN 978-92-9152-141-8

doi:10.2803/10660

© Union européenne, 2011

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

*Printed in Luxembourg*

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE ÉLÉMENTAIRE (ECF)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>1. Introduction de Bart Kiewiet, président de l'OCVV</b>	<b>7</b>
1.1. État du régime de protection communautaire des obtentions végétales	7
1.2. Application du droit d'obteneur	7
1.3. Semences de ferme	8
1.4. Coopération internationale	8
1.5. Programme multibénéficiaire	9
1.6. Service d'audit qualité	10
1.7. Rapport social 2010	10
1.8. Protection des inventions biotechniques	10
<b>2. Avant-propos d'Udo von Kröcher, président du conseil d'administration</b>	<b>12</b>
2.1. Introduction	12
2.2. Analyse et évaluation du rapport de l'ordonnateur	12
<b>3. Le régime de protection communautaire des obtentions végétales</b>	<b>14</b>
<b>4. Évaluation de l'OCVV</b>	<b>16</b>
4.1. Introduction — Base juridique	16
4.2. Objectif de l'évaluation	16
4.3. Conclusions et recommandations	16
<b>5. Conseil d'administration</b>	<b>17</b>
<b>6. Organisation de l'OCVV</b>	<b>23</b>
<b>7. Service d'audit qualité</b>	<b>28</b>
7.1. Évaluation des offices d'examen	28
7.2. Révision des exigences en matière d'habilitation	28
7.3. Révision du manuel d'audit	29
<b>8. Recherche et développement</b>	<b>30</b>
<b>9. Budget et finances</b>	<b>32</b>
9.1. Vue d'ensemble — Résultat	32
9.2. Recettes	32
9.3. Dépenses	33
9.4. Conclusion	33

<b>10. Tendances et évolutions</b>	<b>34</b>
10.1. Demandes de protection communautaire des obtentions végétales	34
10.2. Octroi des protections	48
10.3. Examens techniques	50
10.4. Agents de liaison techniques	57
10.5. Experts externes participant aux essais DHS	60
10.6. Programme multibénéficiaire sur la participation de l'Albanie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, de la Croatie, de la Serbie et de la Turquie au régime de PCOV	60
<b>11. Dénominations variétales</b>	<b>62</b>
11.1. Base de données centralisée sur les dénominations variétales	62
11.2. Coopération en matière d'examen des dénominations	64
<b>12. Application du droit d'obtenteur</b>	<b>67</b>
12.1. Séminaires	67
12.2. Semences de ferme	67
12.3. Base de données contenant les décisions de justice relatives à la protection des obtentions végétales	68
<b>13. Développements dans le domaine informatique</b>	<b>69</b>
13.1. Publications en ligne	69
13.2. Demandes en ligne	69
13.3. Coopération en matière d'examen des dénominations variétales	70
13.4. Publication des descriptions officielles de variétés sur le site internet public de l'OCW	70
13.5. Échange de documents électroniques avec les offices d'examen de l'OCW	70
<b>14. Coopération avec la DG Santé et consommateurs</b>	<b>71</b>
14.1. Comité permanent de la protection communautaire des obtentions végétales	71
14.2. Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers	71
14.3. Comité permanent pour les matériels de multiplication des plantes ornementales	71
14.4. Comité permanent pour les matériels de multiplication des plantes de genres et espèces de fruits	72
14.5. Groupes de travail du Conseil	72
<b>15. Contacts avec les organisations externes</b>	<b>73</b>
15.1. Contacts avec la Ciopora et l'ESA	73
15.2. Contacts avec l'UPOV	73
15.3. Contacts avec l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	75
15.4. Contacts avec l'OCDE	76
15.5. Autres contacts	76

<b>16. Accès du public aux documents de l'OCVV</b>	<b>77</b>
<b>17. Rapport du délégué à la protection des données de l'OCVV</b>	<b>78</b>
17.1. Contexte juridique	78
17.2. Rôle et tâches du délégué à la protection des données	78
17.3. Rapport de la déléguée à la protection des données pour 2010	79
<b>18. Procédures de recours</b>	<b>80</b>
18.1. Composition de la Chambre de recours de l'OCVW	80
18.2. Décision de la Chambre de recours en 2010	81
18.3. Pourvois formés devant la Cour de justice de l'Union européenne en 2010	83
18.4. Recours reçus par l'OCVW et décisions prises par la Chambre de recours depuis sa création	89





# 1.

## INTRODUCTION DE BART KIEWIET, PRÉSIDENT DE L'OCVV

### 1.1. État du régime de protection communautaire des obtentions végétales



Bart Kiewiet

En ce qui concerne le nombre de demandes reçues, 2010 a connu une légère augmentation par rapport à l'année précédente. Environ 2 886 demandes de protection communautaire d'obtentions végétales (PCOV) ont été enregistrées, soit près de 5 % de plus que l'année précédente. Cela pourrait laisser entendre que le secteur des obtentions est en train de récupérer des conséquences de la crise économique qui a touché les économies d'Europe et d'Amérique du Nord.

Le nombre de variétés protégées représente un autre indicateur de la performance de l'Office communautaire des variétés végétales (OCV). Ce paramètre donne une image positive du système communautaire. En 2010, le nombre total des protections communautaires des obtentions végétales en vigueur a augmenté de plus de 800 titres par rapport à l'année précédente, pour atteindre 17 610 titres.

Parallèlement à l'exécution de ses tâches essentielles, l'OCV a mis en place d'autres activités qui présentent un intérêt pour le bon fonctionnement du régime de protection communautaire des obtentions végétales. Quelques exemples sont donnés ci-après.

### 1.2. Application du droit d'obtenteur

S'il incombe au premier chef à leurs détenteurs de faire respecter les droits liés à la protection communautaire des obtentions végétales, cela ne signifie pas que l'OCV n'a aucun rôle à jouer à cet égard. Il va en effet de l'intérêt de l'OCV que les droits octroyés par la protection communautaire des obtentions végétales soient opposables et respectés. L'OCV contribue de diverses manières à la force exécutoire du régime de protection communautaire des obtentions végétales. Il le fait en premier lieu en octroyant des droits fondés sur une évaluation technique complète des variétés candidates. Les nouvelles exigences de qualité adoptées par le conseil d'administration (CA) pour les examens de distinction, d'homogénéité et de stabilité (DHS) dans l'Union européenne (UE) devraient, si possible, encore améliorer la qualité des essais des variétés. L'OCV a par ailleurs mis en place, et continuera de mettre en place, diverses activités visant à sensibiliser davantage les groupes cibles concernés aux implications du régime de protection communautaire des obtentions végétales. On peut citer, comme exemple d'une telle activité, le séminaire organisé par l'OCV à Athènes en avril 2010, en étroite collaboration avec le ministère grec de l'agriculture. L'objectif de ce séminaire était de donner des informations générales sur le régime de protection communautaire des obtentions végétales, en insistant particulièrement sur les questions relatives à l'application des droits. Il convient de mentionner à cet égard que la Grèce ne possède pas de régime de protection nationale des obtentions végétales. Par conséquent, le seul moyen pour les obtenteurs de protéger leurs variétés dans ce pays est de passer par le système communautaire. D'après le retour d'informations des participants, le séminaire a clairement rempli son objectif.

### 1.3. Semences de ferme

Les obtenteurs rencontrent d'énormes difficultés pour percevoir la rémunération à laquelle leur donne droit l'utilisation des semences de ferme de variétés protégées. Ce phénomène nuit à la valeur de la protection et pourrait avoir pour effet de décourager les obtenteurs de demander la protection d'obtentions végétales au titre du système communautaire. Afin de mieux comprendre la situation des semences de ferme dans l'Union européenne, et plus particulièrement la perception de ladite rémunération, l'OCW a lancé une étude à ce sujet. Cette étude a été réalisée par un ancien membre du personnel du Bundessortenamt, l'office d'examen allemand, le Dr Hans-Walter Rutz.

Elle a débouché sur un rapport qui a été discuté lors d'un séminaire organisé en juin 2009 à Bruxelles. À la suite de celui-ci, l'OCW a créé un groupe de travail, composé de représentants de toutes les parties prenantes et ayant pour mission d'analyser la législation pertinente et de proposer des amendements à cette législation susceptibles d'en améliorer l'efficacité.

Le groupe de travail s'est concentré sur trois grands thèmes: 1) les possibilités offertes aux obtenteurs pour réunir des informations sur l'utilisation des semences de ferme; 2) la définition de «petits agriculteurs»; 3) la signification de l'expression «dans leur exploitation».

Lors de sa dernière réunion, au mois de décembre de l'année visée par le présent rapport, le groupe de travail a conclu que si les définitions évoquées aux points 2) et 3) étaient ouvertes à différentes interprétations, il convenait de les garder inchangées pour l'instant, étant donné qu'aucun accord n'avait pu être atteint au sujet d'une autre définition. En ce qui concerne la question soulevée au point 1), un accord a été conclu au sujet des modalités d'une modification des dispositions juridiques pertinentes offrant aux obtenteurs des outils plus efficaces pour réunir des informations sur l'utilisation des semences de ferme. Les conclusions du groupe de travail seront présentées aux organisations d'obteneurs et d'agriculteurs concernées ainsi qu'au conseil d'administration de l'OCW et à la Commission européenne. Elles seront également communiquées à l'entreprise responsable de l'évaluation en cours du régime de protection communautaire des obtentions végétales.

### 1.4. Coopération internationale

L'OCW est l'incarnation même de la coopération internationale au niveau de l'Union européenne. La représentation des États membres au conseil d'administration garantit le contact direct de l'OCW en matière de politiques avec les autorités nationales compétentes. La coopération technique entre l'OCW et les États membres repose sur le réseau d'agents de liaison techniques.

La participation aux activités de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) permet au personnel de l'OCW de procéder à des échanges de connaissances et d'expériences avec des collègues du monde entier. Les orientations relatives aux essais élaborées dans le cadre de l'UPOV constituent la base des protocoles d'essai validés par le conseil d'administration de l'OCW.

Des accords portant sur la reprise de rapports techniques ont été conclus avec l'Australie, le Japon et le Mexique. Les négociations en cours avec le Viêt Nam déboucheront probablement en 2011 sur la conclusion d'un protocole d'accord au sujet de la reprise mutuelle des rapports d'examen.

Taiwan a exprimé le souhait d'établir une coopération avec l'OCW, notamment en ce qui concerne la réalisation d'examens DHS sur les orchidées (*Phalaenopsis*). Après une étude approfondie des implications juridiques et techniques d'une telle initiative, à laquelle a également participé le Naktuinbouw, l'office d'examen de l'UE compétent, il a été décidé qu'un examen DHS plus court serait réalisé pour les variétés de *Phalaenopsis* candidates à une protection européenne et faisant déjà l'objet d'essais à Taiwan. Les autorités taiwanaises ont fait part de leur volonté d'adopter une politique similaire à l'égard des variétés testées dans l'UE et faisant l'objet d'une demande de protection à Taiwan.

## 1.5. Programme multibénéficiaire

Au début du mois de mars 2009, l'Office a signé avec la DG Élargissement un contrat qui lui a permis de poursuivre ses activités avec les pays candidats à l'adhésion à l'UE dans le cadre de ses compétences.

Ce programme avait été conçu au départ pour la Croatie et la Turquie, avant d'être étendu, en 2008, à l'ancienne République yougoslave de Macédoine et, en 2009, à tous les pays de la région des Balkans occidentaux. L'Albanie et la Serbie ont manifesté leur intérêt pour une participation à ses activités.

Le programme était censé se terminer à la fin de 2010, mais il n'est pas exclu qu'il soit prolongé en 2011.



Délégation taïwanaise à l'OCW, mai 2010



Essais DHS sur des avocats, Mexique

## 1.6. Service d'audit qualité

Créé en septembre 2008, le service d'audit qualité a coordonné la définition des exigences en matière d'habilitation et a proposé un cadre permettant de faire fonctionner un programme d'audit. Lorsque les critères relatifs à l'habilitation et à l'approche d'évaluation ont été approuvés par le conseil d'administration de l'OCW, des experts techniques ont été désignés afin de participer aux visites d'audit. Trois offices d'examen ont pris part à un essai d'évaluation. Parallèlement, le lancement des visites d'audit a été préparé en déterminant l'ordre des évaluations et en organisant la première série d'audits. Un jury consultatif a été créé dans le but de contrôler le processus d'audit dès que nécessaire. Les premiers audits, réalisés en 2010, ont abouti à des décisions d'habilitation par le conseil d'administration.

## 1.7. Rapport social 2010

Le rapport social 2010 a été présenté au conseil d'administration lors de sa réunion du 16 février 2011. Le CA a confirmé la conclusion du rapport:

«L'OCW possède un climat de travail harmonieux, avec un taux d'absentéisme très faible. Les possibilités de travail à temps partiel sont bien acceptées et permettent une organisation du travail plus flexible et une meilleure conciliation de la vie privée et de la vie professionnelle. L'investissement dans la formation a jusqu'ici été plutôt faible, ce qui concorde avec les besoins limités recensés dans les rapports d'évolution de carrière.»

## 1.8. Protection des inventions biotechniques

Si l'OCW et les autorités nationales de protection des obtentions végétales ont le monopole en ce qui concerne la protection des variétés végétales elles-mêmes, cela ne signifie pas que ces dernières ne peuvent pas faire également l'objet d'une protection par un brevet. Conformément aux dispositions de la «directive sur la biotechnologie», les inventions relatives aux plantes ou au matériel végétal, dont la portée n'est pas limitée à une seule variété, peuvent être protégées dans l'UE par un brevet. Les entreprises d'obtention utilisent de plus en plus souvent cette forme de propriété intellectuelle pour protéger les résultats de leurs programmes d'obtention.

Bien que cette évolution puisse entraîner une diminution du nombre de demandes de protection des obtentions végétales, particulièrement dans les secteurs potager et agricole, je pense que la protection des obtentions végétales restera pour de nombreux obtenteurs le meilleur instrument juridique pour protéger leurs variétés. Elle est relativement bon marché, rapide, efficace et parfaitement adaptée aux produits de l'industrie du secteur de l'obtention des variétés végétales.

Afin de partager les expériences relatives à l'application tant du système de brevets que de celui de la protection des obtentions végétales, une réunion a été organisée

à l'intention des représentants de l'OCV et de l'Office européen des brevets (OEB). L'une des questions abordées était la notion d'hybrides. Dans deux de ses décisions, la Chambre de recours de l'OEB a exprimé l'opinion selon laquelle les hybrides ne relèvent pas de la définition des variétés végétales et ne sont donc pas exclus de la protection par brevet. L'OCV a fait valoir que cette façon de voir les choses ne correspond pas à l'opinion et à la pratique des autorités responsables de l'application des systèmes de protection des obtentions végétales, comme l'OCV.

L'OCV suit avec beaucoup d'intérêt les discussions en cours au sujet de certains aspects du système de brevets relatifs aux «inventions biologiques» et se tient prêt à contribuer à ces discussions si cela est jugé opportun.

Angers, février 2011

**Bart Kiewiet**

*Président de l'OCV*

# 2.

## AVANT-PROPOS D'UDO VON KRÖCHER, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### 2.1. Introduction



Udo von Kröcher

Le fait que le nombre annuel de demandes de protection communautaire d'obtentions végétales ait augmenté par rapport à 2009 est, comme l'a également indiqué le président de l'OCW, le signe que le secteur de l'obtention des variétés végétales se remet progressivement de la crise économique. J'espère que cette reprise est de nature structurelle et qu'elle entraînera un nouveau renforcement du régime de protection communautaire des obtentions végétales. La situation financière de l'OCW est restée saine. Avec sa réserve libre de quelque 6 millions d'euros, il est même nécessaire de surveiller attentivement son évolution financière. Selon moi, il n'est pas souhaitable d'augmenter une nouvelle fois la réserve libre, mais plutôt de prendre des mesures concernant le niveau des taxes.

Plusieurs membres (suppléants) ont quitté le conseil d'administration. Je les remercie pour leur contribution aux activités de l'OCW.

Le conseil d'administration n'est pas seulement l'organe directeur de l'OCW, c'est aussi un lieu de rencontre informel important pour tous les responsables des régimes nationaux de protection des obtentions végétales et des listes d'inscription nationales. Ses membres apprécient la manière dont le personnel de l'OCW prépare les réunions.

Je souhaite remercier l'ensemble des membres du personnel de l'OCW pour leur dévouement à la mission de l'Office.

### 2.2. Analyse et évaluation du rapport de l'ordonnateur

Le président de l'Office communautaire des variétés végétales a présenté au conseil d'administration, lors de sa réunion du 16 février 2011 à Bruxelles, le rapport de l'ordonnateur pour l'exercice 2010.

Après analyse et évaluation, le conseil d'administration a rendu les conclusions suivantes.

En 2010, le système a enregistré une hausse des demandes de 5 %. Grâce à cette hausse et au nombre croissant de titres en vigueur, les résultats financiers sont positifs (1,3 million d'euros). La réserve a augmenté de 0,54 million d'euros, passant ainsi à 6,14 millions d'euros.

Le conseil d'administration attend avec intérêt les résultats de l'audit interne, non encore disponibles au moment de la réunion. Il note qu'une nouvelle analyse des risques a été réalisée en avril 2010. Il prendra en considération les recommandations de l'auditeur interne qui seront présentées lors de la prochaine réunion du conseil d'administration.

Le conseil d'administration prend note des informations sur les vérifications ex post, les procédures négociées et la confirmation des instructions.

Le conseil d'administration est satisfait de la déclaration de l'ordonnateur concernant la sincérité de son rapport et l'assurance raisonnable qu'il donne que les ressources allouées aux activités décrites dans son rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément au principe de bonne gestion financière, et que les procédures de contrôle mises en place offrent les garanties nécessaires concernant la légalité et la régularité des transactions sous-jacentes.

Le conseil d'administration se félicite du fait que le président de l'OCW n'ait pas connaissance de faits non signalés susceptibles de nuire aux intérêts de l'OCW.

**Udo von Kröcher**

*Président du conseil d'administration*



# 3.

## LE RÉGIME DE PROTECTION COMMUNAUTAIRE DES OBTENTIONS VÉGÉTALES



L'introduction en 1995 d'un régime de protection communautaire des obtentions végétales s'est révélé être une initiative positive et a été saluée par les entreprises recherchant une protection de propriété intellectuelle pour de nouvelles variétés végétales.

Les obtenteurs peuvent désormais bénéficier d'une protection qui leur garantit des droits d'exploitation exclusifs pour une variété végétale dans 27 pays au départ d'une seule demande présentée à l'Office communautaire des variétés végétales (ci-après dénommé «l'Office»), de sorte que le régime de protection communautaire des nouvelles variétés revêt un attrait considérable.

L'objectif du régime de protection communautaire des obtentions végétales n'est pas de remplacer ni même d'harmoniser les systèmes nationaux, mais plutôt de coexister en tant qu'alternative. En effet, il est impossible pour le propriétaire d'une variété d'exploiter simultanément une protection communautaire des obtentions végétales et un droit ou brevet national lié à cette variété. Lorsqu'une PCOV est accordée à une variété pour laquelle un droit ou un brevet national a déjà été octroyé, ce dernier reste sans effet pour la durée de la PCOV.

Le régime de protection communautaire des obtentions végétales trouve sa base juridique dans le règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil (ci-après dénommé «le règlement de base»). À la réception d'une demande de PCOV, l'Office doit déterminer si la variété est nouvelle et si elle satisfait aux critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité. L'Office peut demander aux offices compétents des États membres ou à d'autres agences appropriées établies en dehors de l'Union européenne de réaliser un examen technique pour déterminer les critères DHS. Pour éviter toute duplication inutile des tâches, lorsqu'un examen technique de ce genre a déjà été effectué pour cette variété à des fins officielles, l'Office peut, sous réserve de certaines conditions, en accepter les résultats.

Toute personne peut adresser à l'Office une objection écrite à l'octroi de la protection communautaire des obtentions végétales dans des limites de temps spécifiées. Les motifs d'objection sont limités à l'allégation de non-satisfaction aux critères définis dans les articles 7 à 11 du règlement de base (distinction, homogénéité, stabilité, nouveauté ou droit à la protection communautaire) ou d'inadéquation de la dénomination variétale proposée en raison de la présence de l'un des obstacles visés à l'article 63. Les objecteurs deviennent parties à la procédure de dépôt de la demande et peuvent avoir accès aux documents du dossier.

À l'exception de deux circonstances spécifiques permettant de former directement un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne contre des décisions de l'Office, le droit de recours à l'encontre de ces décisions s'exerce devant une Chambre de recours composée d'un président nommé par le Conseil de l'UE et de deux autres membres sélectionnés par le président dans une liste établie par le conseil d'administration. Le destinataire d'une décision, ou toute autre personne directement et individuellement



concernée par cette décision, peut former un recours à l'encontre de cette dernière. Après avoir examiné le recours, la Chambre peut exercer tout pouvoir relevant de la compétence de l'Office ou remettre l'affaire entre les mains de ce dernier, qui est lié par la décision de la Chambre. Les décisions de la Chambre peuvent faire l'objet d'un recours devant le Tribunal de l'Union européenne à Luxembourg. Les décisions de la Chambre de recours et du Tribunal sont publiées sur le site internet de l'Office.

Le tableau figurant au chapitre 18 indique le nombre de recours déposés auprès de l'OCV et les décisions prises par la Chambre de recours.

Une fois accordée, la protection communautaire des obtentions végétales a une durée de vingt-cinq ans ou, dans le cas des pommes de terre, des vignes et des arbres, de trente ans. Ces périodes peuvent être prorogées pour cinq ans par voie législative pour des genres ou espèces spécifiques. Une PCOV a pour conséquence que certaines activités spécifiées liées aux constituants variétaux ou au matériel récolté de la variété nouvellement protégée nécessitent l'autorisation préalable du titulaire de la protection, sous réserve de certaines conditions et limites. La contrefaçon d'une PCOV habilite le titulaire de la protection à intenter une action de droit civil à l'encontre de l'auteur de cette contrefaçon.

Les registres, ouverts au public, contiennent les détails de toutes les demandes reçues ainsi que de toutes les PCOV accordées par l'Office. Tous les deux mois, l'Office publie le *Bulletin officiel de l'Office communautaire des variétés végétales*, qui présente également ces données ainsi que d'autres informations. Les informations relatives aux demandes et aux titres en vigueur sont également disponibles dans une base de données accessible sur le site internet de l'Office.

La Commission européenne a organisé une évaluation du système de PCOV; celle-ci a commencé en 2010 et sera finalisée en 2011.

# 4.

## ÉVALUATION DE L'OCVV

### 4.1. Introduction — Base juridique

Le règlement financier de l'OCW (article 25, paragraphe 5) et ses modalités d'exécution [article 13, paragraphe 2, point b)] exigent une évaluation régulière des activités de l'Office (au moins une fois tous les six ans). Le conseil d'administration a été informé, lors de sa réunion d'octobre 2008, que l'Office prévoyait d'organiser cette évaluation en 2009. À l'issue d'un appel d'offres, la société Ernst & Young a été choisie pour mener à bien cette évaluation.

### 4.2. Objectif de l'évaluation

Le but de cette évaluation était d'examiner l'efficacité et la rentabilité des activités et du fonctionnement de l'Office. L'évaluation a couvert trois thèmes:

- les activités de base composant le processus de protection communautaire des obtentions végétales;
- les activités secondaires de l'OCW, notamment l'assistance dans l'exercice des droits de protection des obtentions végétales et l'offre de lignes directrices;
- la communication de l'OCW et ses relations avec les parties prenantes concernées.

### 4.3. Conclusions et recommandations

Le rapport «Évaluation 2009 de l'OCW», présenté au président de l'OCW, conclut que l'Office gère efficacement le régime communautaire de protection des obtentions végétales, et les évaluateurs ont intégré à leur rapport un certain nombre de recommandations en vue d'assurer une organisation encore plus efficace et rentable de l'OCW; ces recommandations s'articulent autour des priorités d'action suivantes:

- *Stratégie/méthode prospective*
  - hiérarchisation de certaines tâches;
  - étude sur les indicateurs liés aux activités de base;
- *Organigramme, processus et affectation des membres du personnel*
  - mesure de la charge de travail;
  - réorganisation de certaines parties de la structure (sans perdre le savoir-faire et la spécialisation qu'apprécient les parties prenantes à l'OCW);
- *Suivi*
  - retards dans le traitement de demandes;
  - indicateurs;
  - communication externe;
  - anticipation des effets des nouveaux projets;
  - enquêtes plus régulières auprès des clients, etc.;
- *Communication*
  - élaboration d'une stratégie formalisée;
  - analyse coûts/bénéfices des activités de communication.

L'Office est bien entendu satisfait du ton globalement positif du rapport.

# 5. CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'Office est supervisé par un conseil d'administration composé de représentants de chaque État membre, de représentants de la Commission européenne, ainsi que de leurs suppléants respectifs. Le CA contrôle les activités de l'Office. En particulier, il est responsable de l'examen du rapport de gestion du président, de l'adoption du budget de l'Office et de la décharge du président en ce qui concerne l'exécution du budget. De surcroît, il peut fournir des conseils, établir des règles concernant les méthodes de travail au sein de l'Office et émettre des lignes directrices sur les examens techniques, les comités de l'Office et les questions générales.

Le conseil d'administration s'est réuni à deux reprises en 2010, à savoir les 10 et 11 mars et le 26 octobre.

Lors de la réunion des **10 et 11 mars 2010** à Bruxelles, les membres du conseil d'administration ont adopté:

- la décharge du président de l'OCV pour l'exécution du budget 2008;
- le budget rectificatif pour 2010, conformément à l'article 109, paragraphe 3, du règlement de base;
- le rapport de l'ordonnateur de 2009 (envoyé à la Cour des comptes);
- la modification du règlement du conseil d'administration permettant d'inviter des observateurs externes aux réunions du conseil;
- le plan en matière de politique du personnel pour 2011-2013;
- la modification de l'article 9 de la décision du conseil d'administration du 25 mars 2004 relative à l'accès du public aux documents;
- la modification des lignes directrices relatives aux dénominations variétales (révision des classes de l'UPOV);
- trois nouveaux protocoles techniques pour *Persea americana* Mill. (CPVO-TP/097/1), *Malus* Mill. (CPVO-TP/163/1) et *Allium fistulosum* L. (CPVO-TP/161/1) et six révisions pour *Pisum sativum* L. sensu lato (CPVO-TP/007/2), *Brassica oleracea* L. convar. *botrytis* (L.) Alef. var. *botrytis* (CPVO-TP/045/2), *Spinacea oleracea* L. (CPVO-TP/055/3), *Gypsophila* L. (CPVO-TP/GYPSO/2), *Zea mays* L. (CPVO-TP/002/3) et *Hordeum vulgare* L. sensu lato (CPVO-TP/019/2);



Réunion du conseil d'administration, octobre 2010, Angers

- les habilitations des offices d'examen proposés par l'OCW pour l'examen de 15 nouvelles espèces.

Par ailleurs, les membres du CA sont convenus de pas modifier ni abandonner la politique relative au statut du matériel végétal utilisé pour les examens DHS adoptée en 2006.

Les membres du conseil d'administration ont également pris note:

- du rapport du président de l'OCW ainsi que de ses statistiques;
- des comptes provisoires pour 2009 au titre de l'article 78 du règlement financier;
- de l'avant-projet de budget 2011;
- du rapport d'audit interne;
- du rapport de gestion 2009 rédigé par le président de l'OCW;
- du quatrième rapport social du service des ressources humaines de l'OCW;
- du programme de travail 2010 de l'OCW;
- de la proposition visant à réduire de 200 euros la taxe pour les demandes soumises en ligne et de la modification du règlement sur les taxes qui sera nécessaire dans ce cas;
- du rapport sur les dossiers traités par la Chambre de recours, de ses statistiques et des dossiers en cours de traitement par le Tribunal de l'Union européenne et la Cour de justice;
- de la situation concernant quatre projets dans le domaine informatique (Bulletins en ligne, demandes en ligne, coopération étendue en matière d'examen des dénominations variétales, publication en ligne des descriptions officielles variétales), qui devaient commencer en 2010;
- du retrait de trois projets de recherche présentés à l'OCW en 2009, en raison d'un manque de financement, et de la demande adressée à l'OCW visant à réviser sa politique sur la répartition des fonds, afin d'éviter une telle situation à l'avenir.

Les membres du CA ont pris note du lancement du programme de certification des offices d'examen et de la finalisation de ses procédures, par exemple des mesures correctives et des procédures de plainte, des déclarations de confidentialité, des procédures de travail du comité consultatif d'audit ou des projets ayant trait à la formation des experts.

Les membres du CA sont également convenus de suspendre l'examen d'une éventuelle extension de la durée de la protection des nouvelles variétés végétales par le groupe de travail créé à cet effet en 2009. La Commission ayant lancé un projet visant à évaluer le système de protection des obtentions végétales, incluant une analyse de la durée de la protection, il serait en effet superflu que le groupe de travail poursuive ses activités.

Enfin, les membres du CA ont pris note de l'éventuelle nécessité de réorganiser la structure actuelle des groupes de coûts ainsi que les dispositions relatives au calcul des coûts d'examen en 2010 et les négociations ayant trait à la rémunération des offices d'examen.

Le conseil d'administration, qui devait au départ se rencontrer sur deux jours, a dû raccourcir la réunion à une journée seulement, **le 26 octobre 2010** à Angers, en raison d'une grève générale en France.

Les membres du conseil d'administration ont adopté:

- le projet de budget pour 2011, après modification du tableau des effectifs de manière à prendre en considération les grades réels du président et du vice-président, conformément à l'article 109, paragraphe 3, du règlement de base;
- la nouvelle politique de gestion de la trésorerie de l'OCW, la Cour des comptes lui en ayant demandé la modification;
- l'attribution à l'ESA (European Seed Association) et à la Ciopora (Communauté internationale des obtenteurs de plantes ornementales et fruitières à reproduction assexuée) du statut d'observateur au conseil d'administration; ils ont toutefois reporté à la prochaine réunion leur décision au sujet des candidatures de Plantum NL et de l'AOHE (Association des obtenteurs horticoles européens);
- le programme de travail 2011 de l'OCW;
- la nouvelle version du manuel de procédure du service d'audit qualité, ainsi que les observations présentées par le Royaume-Uni;
- la certification des offices d'examen suivants:
  - a) Central Agricultural Office (Hongrie),
  - b) Coboru (Pologne),
  - c) CRA-FRU (Italie),
  - d) CRA-W (Belgique),
  - e) UKZUZ (République tchèque);
- les deux révisions des protocoles techniques de l'OCW pour *Osteospermum* L. et hybrides avec *Dimorphotheca* Vaill (CPVO-TP/176/2 Rev.1) et pour *Guzmania* Ruiz & Pavón (CPVO-TP/182 Rev.1), ainsi que la correction du protocole technique de l'OCW pour *Gypsophila* L. (CPVO-TP/GYPSO/2 Corr.);



Réunion du conseil d'administration, octobre 2010, Angers

- les critères d'attribution supplémentaires (souhait de l'obteneur, nombre total de demandes sur une année donnée et pour une espèce donnée et proximité du pays où se situent l'obteneur, le demandeur et le représentant chargé de la procédure) ajoutés aux principes approuvés en 1996 permettant à l'OCW d'attribuer des variétés aux offices d'examen pour examen technique;
- l'habilitation des offices d'examen proposés par l'OCW pour l'examen de 26 nouvelles espèces.

Les membres du conseil d'administration ont pris note de deux démissions d'experts responsables des audits qualité des offices d'examen et ont nommé à l'unanimité un expert hongrois en tant qu'expert technique pour ces audits qualité.

Les membres du conseil d'administration ont également décidé que l'obligation pour les offices d'examen de l'OCW d'obtenir une certification auprès du service d'audit qualité serait réexaminée par un groupe de travail, puis adoptée. Le chef du service d'audit qualité a été invité à expliquer brièvement au CA la situation en juin 2011.

Enfin, les membres du CA ont également appris que le projet élaboré en vue d'une collaboration plus étroite en matière d'examen des dénominations variétales, dans le but d'harmoniser, dans toute l'UE, la mise en œuvre des règles relatives à l'éligibilité des dénominations variétales, fonctionnait de manière satisfaisante, mais n'était toujours pas suffisamment utilisé par tous les offices d'examen. Les États membres ont donc été encouragés à utiliser ce système, qui ne devrait pas retarder les procédures internes compte tenu de la réponse rapide de l'OCW.

#### **Président du conseil d'administration**

M. U. von Kröcher

#### **Vice-président du conseil d'administration**

M<sup>me</sup> B. Bátorová

#### **Membres du conseil d'administration**

Belgique	M <sup>me</sup> C. Vanslebrouck
	M <sup>me</sup> M. Petit (suppléante)
Bulgarie	M <sup>me</sup> B. Pavlovska
	M. T. Gadev (suppléant)
République tchèque	M. J. Staňa
	M. D. Jurecka (suppléant)
Danemark	M. G. Deneken
	M. E. Lawaetz (suppléant)

Allemagne	M. U. von Kröcher (président) M <sup>me</sup> B. Rücker (suppléante)
Estonie	M <sup>me</sup> P. Ardel (jusqu'au 30.6.2010) M <sup>me</sup> E. Kunberg (à partir du 1.7.2010) Poste de suppléant vacant
Irlande	M. D. Coleman M. D. McGilloway (suppléant)
Grèce	M. E. Zangilis M. K. Michos (suppléant)
Espagne	M <sup>me</sup> A. Crespo Pazos M. L. Salaices Sánchez (suppléant)
France	M. R. Tessier M <sup>me</sup> N. Bustin (suppléante)
Italie	M <sup>me</sup> I. Pugliese Poste de suppléant vacant
Chypre	M <sup>me</sup> S. Louka M. C. Nicolaou (suppléant)
Lettonie	M <sup>me</sup> S. Kalinina Poste de suppléant vacant
Lituanie	M <sup>me</sup> S. Juciuvienė M <sup>me</sup> D. Kirvaitienė (suppléante)
Luxembourg	M. M. Weyland M. F. Kraus (suppléant)
Hongrie	M <sup>me</sup> A. Szenci M <sup>me</sup> M. Posteiner Toldi (suppléante)
Malte	M <sup>me</sup> M. Delia M. M. Sciberras (suppléant) (jusqu'au 13.4.2010) M. C. Leone Ganado (suppléant) (à partir du 15.4.2010)
Pays-Bas	M. M. Valstar M. K. Fikkert (suppléant)

Autriche	M. H.-P. Zach M. L. Girsch (suppléant)
Pologne	M. E. Gacek M <sup>me</sup> J. Borys (suppléante)
Portugal	M <sup>me</sup> F. Alfarroba M <sup>me</sup> P. Cruz de Carvalho (suppléante) (jusqu'au 24.10.2010) M. J. Fernandes (suppléant) (à partir du 25.10.2010)
Roumanie	M. A. Strenc M <sup>me</sup> A. Ivascu (suppléante)
Slovénie	M. J. Ileršič M. P. Grižon (suppléant)
Slovaquie	M <sup>me</sup> B. Bátorová (vice-présidente) M <sup>me</sup> M. Andrašková (suppléante)
Finlande	M. M. Puolimatka M. T. Lahti (suppléant)
Suède	M. T. Olsson M <sup>me</sup> C. Knorpp (suppléante)
Royaume-Uni	M. A. Mitchell M. R. Harris (suppléant)
Commission européenne	M <sup>me</sup> P. Testori Coggi M. J. Gennatas (suppléant)



# 6.

## ORGANISATION DE L'OCVV

En décembre 2010, l'Office comptait 11 fonctionnaires et 34 agents temporaires. Douze nationalités des États membres de l'Union européenne étaient représentées.

Sous la direction générale du président, assisté du vice-président, l'organisation interne de l'Office repose sur trois unités et deux services d'appui. Un troisième service est en outre responsable de l'audit qualité des offices d'examen. Placé sous la responsabilité administrative du président, ce service reste néanmoins indépendant pour ce qui est de ses activités d'audit.

Les principales tâches de l'**unité technique** sont les suivantes: coordination générale des différents secteurs techniques du régime de protection communautaire des obtentions végétales, réception et vérification des demandes de protection, organisation des examens et des rapports techniques, organisation des examens des dénominations variétales, préparation des décisions d'octroi de protection, tenue des registres de l'Office, production de publications techniques officielles, relations avec les demandeurs, les offices nationaux, les parties prenantes et les organisations internationales, participation active aux comités internationaux d'experts techniques et coopération au développement d'analyses et d'études techniques destinées à améliorer le système.

L'**unité administrative et financière** assure la gestion dans deux secteurs:

- section administrative: marchés publics, organisation des publications de l'Office, administration, gestion et suivi de l'inventaire des biens meubles et immeubles de l'Office et administration des ressources logistiques et opérationnelles en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'Office;
- section financière: gestion des transactions financières, trésorerie, tenue de la comptabilité budgétaire et générale, élaboration des budgets et des documents financiers et gestion du système de taxes.

L'**unité juridique** dispense des conseils juridiques au président et aux autres membres du personnel de l'Office, en principe sur des questions liées au régime de protection communautaire des obtentions végétales, mais également sur des points d'ordre



Siège de l'OCVV, Angers, France

administratif; elle donne des interprétations et des avis juridiques et rédige également des projets d'actes législatifs; elle participe à divers comités de l'OCW afin de veiller à ce que les procédures et la législation de l'UE soient respectées; elle gère l'administration des objections aux demandes de PCOV et assure le secrétariat de la Chambre de recours de l'Office.

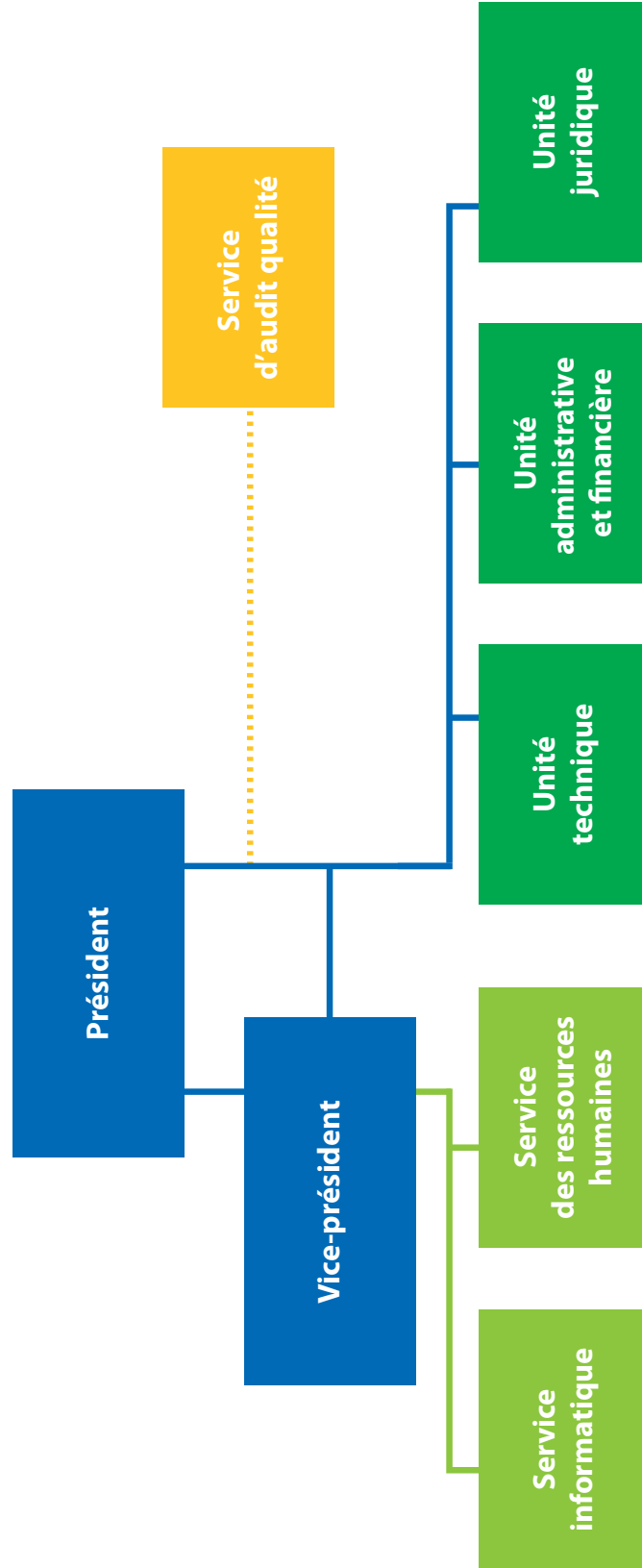
Le **service des ressources humaines** assure l'administration et la gestion des ressources humaines de l'Office en conformité avec le statut des fonctionnaires de la Commission européenne.

Le **service informatique** assure le bon fonctionnement de l'Office sur le plan informatique. Il a notamment pour tâches: l'analyse des besoins de l'Office en matière de matériel informatique et de logiciels; la conception, le développement et l'installation de nouveaux programmes spécifiques à l'Office; le développement et la maintenance des sites internet de l'Office; l'installation de programmes standard; l'entretien et la gestion du parc informatique; la sécurisation du système informatique; le service d'aide aux utilisateurs et la collaboration interinstitutionnelle en matière informatique.

Le **service d'audit qualité** est chargé de vérifier que les offices d'examen technique satisfont aux normes de qualité requises pour la fourniture de services à l'OCW, s'agissant de la vérification de la conformité des variétés candidates avec les critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité, en plus de la nouveauté.

En 2010, l'OCW a préparé un rapport social contenant des informations relatives au renouvellement du personnel, à l'environnement de travail et à des questions sociales concernant l'OCW. Les différents thèmes abordés dans le rapport étaient: l'emploi (membres du personnel, procédure de recrutement, personnel rejoignant ou quittant l'OCW, promotions, absentéisme, équilibre hommes/femmes); les conditions de travail (heures prestées, temps partiel, congé parental); la formation (formations linguistiques, informatiques et autres); les relations professionnelles (comité du personnel). Les rapports sociaux de l'OCW de 2006 à 2010 peuvent être consultés sur le site internet de l'OCW dans la rubrique «Rapports annuels».

# ORGANIGRAMME DE L'OCVV



**PRÉSIDENCE**



**Président**  
Bart Kiewiet



**Vice-président**  
Carlos Godinho



**Assistante  
du vice-président**  
Cyrille Antoine



**Assistante  
du président**  
Marleen Van  
de Meulebroeke

**SERVICES D'APPUI**



**Service informatique**  
Sébastien Beugnier



**Service informatique**  
Jean-Louis Cumier



**Service des  
ressources humaines**  
Deirdre Killeen



**Service informatique**  
Patrick Lecoq



**Service informatique**  
Laura Naie



**Service informatique**  
Marc Rouillard



**Service des  
ressources humaines**  
Anna Verdini

**UNITÉ  
JURIDIQUE**



**Chef de l'unité  
juridique**  
Martin Ekvad

**SERVICE D'AUDIT  
QUALITÉ**



**Chef du service  
d'audit qualité**  
Gerhard Schuon



**Chambre de  
recours/Protection  
des données**  
Véronique Doreau



## UNITÉ ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE (UAF)



**Chef de l'UAF**  
Thomas Wollersen



**Comptable**  
James Moran



**Services généraux**  
Thierry Cluzeau



**Comptabilité**  
Valérie De Caestecker



**Comptabilité/Assistante  
du chef du service  
d'audit qualité**  
Laurence Dumont



**Évaluation/Audit et  
contrôle interne**  
Roseline Fagel



**Comptabilité**  
Anne-Marie Fernandez



**Assistante du chef  
de l'UAF**  
Béatrice Hodet



**Réception**  
Isabelle Kirsch



**Réception**  
Daniëlle Leenaarts



**Relations publiques/  
Dénominations**  
Bénédicte Legrand



**Finances**  
Ekaterina Mantziaris



**Administration/  
Logistique**  
Gil Oliveira



**Relations publiques/  
Formation**  
Fabienne Santoire



**Services courrier**  
Manuel Soares Teixeira



**Chef de l'UT**  
Dirk Theobald



**Chef adjoint de l'UT**  
Jean Maison



**Dénominations**  
Carole Bonneau



**Espèces fruitières  
et ornementales**  
Urszula Braun-Młodecka



**Dénominations**  
Rudi Caes



**Espèces ornementales**  
Laetitia Denécheau



**Registre**  
Pierre-Emmanuel Fouillé



**Registre**  
Anne Gardener



**Registre**  
Nadège Grantham



**Espèces ornementales**  
Ghislaine Guilbert



**Assistante du chef  
de l'UT**  
Aline Nogues



**Espèces agricoles,  
fruitières et potagères**  
Nadine Pigat



**Espèces fruitières  
et potagères**  
Sergio Semon



**Deuxième assistante  
du chef de l'UT**  
Laurence Théodore



**Espèces ornementales**  
Jens Wegner



**Espèces agricoles**  
Anne Weitz

## UNITÉ TECHNIQUE (UT)

## 7. SERVICE D'AUDIT QUALITÉ

Le service d'audit qualité est chargé de vérifier que les offices d'examen technique satisfont aux normes de qualité requises pour la fourniture de services à l'OCW, s'agissant de la vérification de la conformité des variétés candidates avec les critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité, en plus de la nouveauté. À cette fin, des évaluations régulières sont effectuées au niveau des offices d'examen et sur les sites de test participant aux travaux techniques.

### 7.1. Évaluation des offices d'examen

2010 a été l'année du lancement du programme d'audit, comprenant au total huit visites d'évaluation dans des offices d'examen. Outre le chef de l'équipe d'audit, douze experts techniques, nommés par le conseil d'administration de l'OCW, y ont participé, chacun dans son domaine d'expertise respectif. Après avoir évalué les mesures correctives mises en œuvre par les offices d'examen en réponse aux conclusions des évaluations, les équipes d'audit concernées ont présenté une recommandation au conseil d'administration. Le CA a adopté des décisions d'habilitation pour six offices d'examen audités en 2010. À la fin de 2010, des recommandations relatives aux autres évaluations effectuées durant l'année étaient disponibles pour être présentées lors de la première réunion du conseil d'administration en 2011.

### 7.2. Révision des exigences en matière d'habilitation

Les critères utilisés pour autoriser les offices d'examen à réaliser des examens DHS au nom de l'OCW ont été approuvés en 2009 par le conseil d'administration. Compte tenu des enseignements tirés de la première série d'évaluations et des retours d'informations reçus lors de la première réunion d'experts techniques ayant participé aux évaluations, il a été proposé de réexaminer certains aspects des exigences en matière d'habilitation.



Premier certificat d'habilitation signé en mars 2010, Bruxelles



Réunion des experts techniques impliqués dans les évaluations d'audit qualité, juin 2010, Angers

Le CA a approuvé la création d'un groupe de travail de réexamen chargé de réviser la version actuelle du document.

### 7.3. Révision du manuel d'audit

Le manuel de procédure et les documents connexes définissent le cadre établi pour les évaluations effectuées dans les offices d'examen. Ils fournissent des informations à toutes les parties impliquées dans ces évaluations et visent à orienter les travaux des équipes d'évaluation. Une version révisée, tenant compte de toutes les améliorations apportées pendant la première année de transition vers la nouvelle méthode fondée sur des critères de qualité, a été présentée au CA et approuvée en octobre 2010. Parallèlement, les documents complétant le manuel de procédure ont été modifiés et de nouveaux ont été rédigés, afin de décrire de manière suffisamment détaillée l'organisation des évaluations et de préciser les consultations qui doivent être effectuées aux différents stades.



# 8.

## RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

L'Office a reçu plusieurs demandes de cofinancement de projets de recherche et de développement (R & D) au titre des règles établies par le conseil d'administration en 2002 et révisées en 2009 relatives au soutien financier de projets revêtant un intérêt pour le régime de protection communautaire des obtentions végétales. Dans ce chapitre, l'Office présente des informations mises à jour sur les projets en cours et les mesures de suivi qui ont été prises en 2010 concernant les projets déjà terminés.



Roses

**Collection européenne de variétés de roses:** ce projet a été finalisé en 2006. Les résultats ont été présentés aux rosiéristes et aux organisations professionnelles sous la forme d'un questionnaire. Vingt-deux rosiéristes y ont répondu, soit 75 % de l'ensemble des obtenteurs ayant introduit une demande relative aux roses. En ce qui concerne les organisations professionnelles, des réponses émanant de la Ciopora, de Plantum NL et de l'ESA ont été reçues. D'après ces réactions, une majorité de rosiéristes et d'organisations professionnelles étaient favorables à la conservation, sur une base volontaire, d'un échantillon d'ADN de leurs variétés candidates. Les réponses étaient toutefois moins unanimes en ce qui concerne la collecte des empreintes ADN de ces échantillons officiels. Certains obtenteurs ont manifesté un intérêt, tandis que d'autres non. Certains d'entre eux ont émis des réserves quant au coût de ces opérations et à l'évolution des techniques dans le temps. Compte tenu de cela, la mise en œuvre du projet sera axée sur la conservation d'échantillons ADN du matériel végétal original présenté pour l'examen technique et sur l'utilisation de ces échantillons, notamment en vue de garantir l'application des droits. En 2010, l'Office a entamé une procédure de sélection visant à choisir un laboratoire qui extraira et conservera des échantillons d'ADN de toutes les variétés candidates de l'espèce «rose», si possible dès 2011.

**Gestion des collections de référence de pêchers:** ce projet, d'une durée de trois ans, est actuellement dans sa dernière année. Il vise à la création et à la gestion d'une base de données sur les pêchers, par le biais de l'établissement d'une collection européenne de la variété *Prunus persica* structurée en groupes variétaux, à partir d'une base de données commune contenant les descriptions phénotypiques, visuelles et moléculaires. Au cours de l'année calendaire, les partenaires du projet (Espagne, France, Hongrie, Italie), représentant les offices d'examen habilités pour cette espèce, ont presque finalisé une base de données phénotypique de 504 variétés de pêchers notoirement connues ainsi qu'une base de données photographique connexe et une carte génétique des corrélations entre toutes ces variétés. Douze de ces variétés ont également constitué la base d'une étude interlaboratoires entre les partenaires du projet, dans le but de comparer la fiabilité des résultats. Jusqu'ici, les résultats semblent encourageants. La finalisation et les conclusions du projet sont prévues pour 2011; le coordinateur du projet présentera alors formellement les résultats et conclusions à l'OCVW, peu avant de les communiquer également aux parties prenantes. En plus d'examiner les meilleurs moyens de mettre en œuvre les conclusions du projet de manière à mieux cibler les variétés de référence et d'améliorer l'efficacité de l'examen DHS, l'OCVW devra également aborder une question importante en collaboration avec ses offices habilités pour l'examen des pêchers: comment, à l'avenir, maintenir à jour la base de données ainsi créée.





Pommes de terre

**Construction d'un microsatellite intégré et élaboration d'une base de données des caractéristiques morphologiques clés des variétés de pommes de terre dans le catalogue commun (CC) de l'UE:** ce projet a démarré en avril 2006. Le rapport final a été reçu au printemps 2008. Les États partenaires sont l'Allemagne, les Pays-Bas, la Pologne et le Royaume-Uni. Ce projet a permis de créer une base de données incluant les profils de marqueurs de variétés de pommes de terre, les caractéristiques morphologiques clés et une photothèque contenant des images de germes. L'objectif est d'identifier rapidement le matériel végétal d'une espèce à multiplication végétative dont le matériel de référence doit être transmis chaque année et de faciliter la gestion de la collection de référence. À la demande de l'association d'obteneurs ESA, l'éventuel recours à des méthodes moléculaires pour identifier les variétés aux fins de l'application des droits a été pris en considération. Plusieurs conférences téléphoniques ont été organisées en 2010 avec les partenaires du projet et l'ESA afin de trouver un consensus sur le suivi à donner aux résultats du projet et sur leur prise en considération dans le cadre de l'examen DHS. Cette activité se poursuivra en 2011. L'accent sera mis sur l'harmonisation des descriptions variétales entre les différents offices d'examen ainsi que sur la mise en place d'une procédure pour l'échange de tubercules de variétés candidates, de manière à pouvoir extraire et décoder leur ADN afin d'assurer la gestion de la collection de référence.

**Une deuxième option potentielle de l'UPOV pour le génotypage par polymorphisme mononucléotidique à haute densité de l'orge:** ce projet a été présenté par le National Institute of Agricultural Botany (NIAB, Royaume-Uni); l'accord de subvention a été conclu avant la fin de 2010. Le projet envisage trois démarches possibles: 1) calculer les corrélations entre les distances moléculaires et morphologiques; 2) quantifier les distances morphologiques et moléculaires par rapport au pedigree; 3) effectuer des sélections génomiques à des fins de prédictions phénotypiques. Si de telles corrélations existent et que des seuils de calibrage peuvent être définis pour le phénotype, cela pourrait servir d'outil puissant pour définir des groupes de variétés lors de l'étude de culture. Le projet sera lancé au début de 2011, pour une durée de douze mois.

# 9.

## BUDGET ET FINANCES

### 9.1. Vue d'ensemble — Résultat

Grâce à la forte demande enregistrée en 2010 et à la nouvelle structure de taxes mise en place en début d'année, les recettes budgétaires sont restées au beau fixe. En raison du retard pris par certains examens, les dépenses budgétaires sont pour leur part restées très sensiblement inférieures aux prévisions.

Résultat net de l'exercice	Millions d'euros
Recettes budgétaires (a)	11,97
Dépenses budgétaires (b)	10,81
<b>Solde budgétaire (c) = (a) – (b)</b>	<b>1,16</b>
Recettes non budgétaires (d)	0,15
<b>Résultat net de l'exercice budgétaire 2010 (e) = (c) + (d)</b>	<b>1,31</b>

D'importantes économies ont également été réalisées au niveau des dépenses discrétionnaires (investissements dans l'informatique, recrutement, etc.) en repoussant, dans la mesure du possible, les projets non urgents.

### 9.2. Recettes

Les recettes perçues par l'Office sont essentiellement composées de diverses taxes payées par les demandeurs et les titulaires d'une protection communautaire des obtentions végétales, et du produit des intérêts bancaires. Le montant total des recettes perçues en 2010 s'élevait à 11,97 millions d'euros.

Les principales recettes perçues au cours de l'exercice 2010 sont ventilées comme suit:

	Var. (%)	2010 (millions d'euros)	2009 (millions d'euros)
Taxes	4,5	11,90	11,39
Intérêts bancaires	– 48	0,08	0,15
Autres recettes	– 120	– 0,01	0,24
<b>Recettes totales</b>	<b>1,56</b>	<b>11,97</b>	<b>11,78</b>

Le montant total des taxes perçues en 2010 s'est élevé à 11,9 millions d'euros, soit une augmentation de 4,5 % par rapport à l'année précédente. Une réduction considérable des revenus d'intérêts a été enregistrée, en raison de la faiblesse persistante des taux d'intérêt en 2010. Enfin, les «autres recettes» affichent un montant négatif, compte tenu du remboursement des recettes non utilisées par la Commission européenne pour le programme multibénéficiaire de 2008.

### 9.3. Dépenses

Le montant total des dépenses actées et des engagements reportés s'est élevé à 10,8 millions d'euros, contre 11,9 millions d'euros en 2009. La hausse des coûts de personnel a été plus que compensée par la réduction des dépenses administratives et des coûts opérationnels.

	Var. (%)	2010 (millions d'euros)	2009 (millions d'euros)
Dépenses de personnel	5,7	5,5	5,2
Dépenses administratives	- 21	1,1	1,4
Dépenses opérationnelles	- 20	4,2	5,3
<b>Dépenses totales</b>	<b>- 9,2</b>	<b>10,8</b>	<b>11,9</b>

Les dépenses de personnel ont augmenté en 2010 en raison de l'évolution normale des carrières. L'échelle des salaires du personnel de l'Office, régie par les niveaux fixés par le Conseil européen, est également susceptible de varier en fonction de l'inflation et de l'évolution des carrières. Les dépenses administratives ont encore diminué en 2010, aucun grand projet d'infrastructure n'ayant été entrepris. Les dépenses opérationnelles, qui se composent principalement des rémunérations des offices d'examen, ont considérablement diminué en raison de l'arrivée tardive des rapports envoyés par les offices. Cette situation devrait s'inverser en 2011.

### 9.4. Conclusion

Le résultat résolument positif enregistré en 2010 reflète la stabilité financière de l'Office et du régime communautaire de protection des obtentions végétales. Le résultat élevé de l'année devrait s'approcher davantage du seuil de rentabilité en 2011.

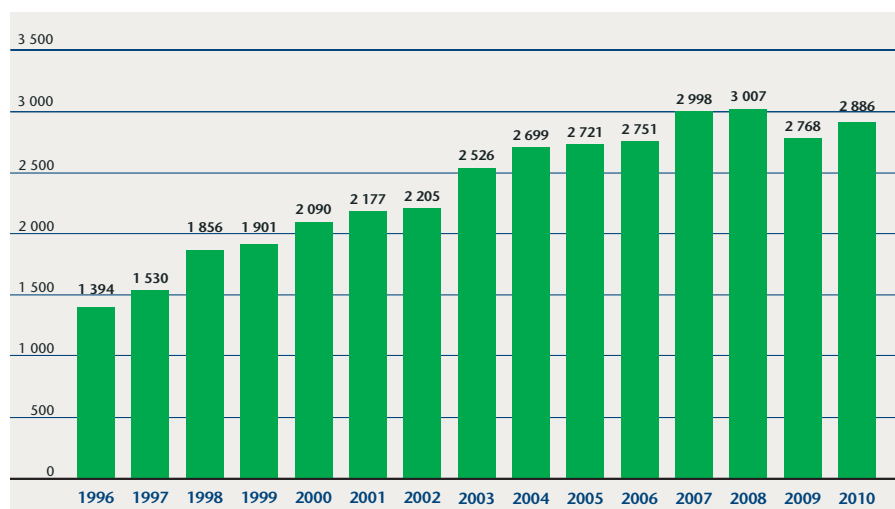
# 10. TENDANCES ET ÉVOLUTIONS

## 10.1. Demandes de protection communautaire des obtentions végétales

En 2010, l'Office a reçu 2 886 demandes de protection communautaire d'obtentions végétales (tous les chiffres étant basés sur la date d'arrivée des documents de demande à l'Office). Comme l'indique le graphique 1, ce nombre représente une hausse de 4,1 % par rapport à l'année précédente.

**Graphique 1**

Évolution du nombre annuel de demandes de protection communautaire des obtentions végétales (1996-2010)

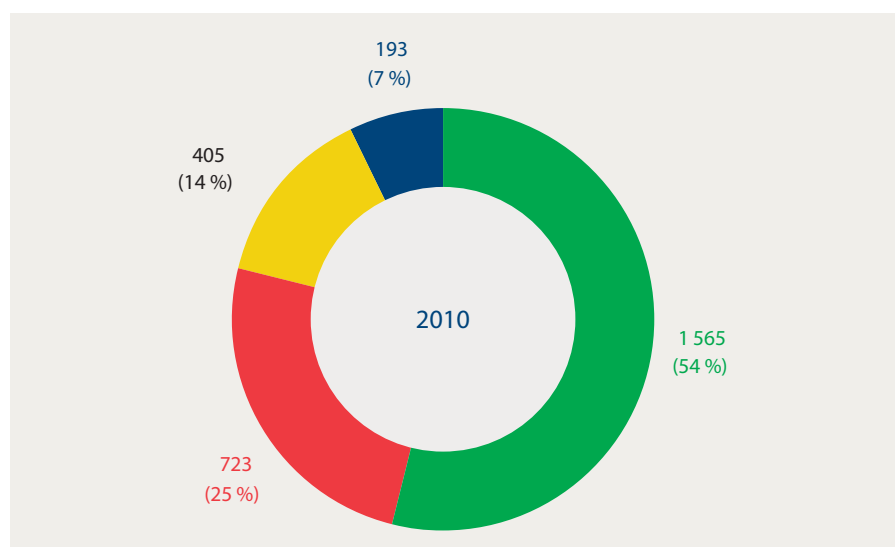


Le graphique 2 représente le nombre de demandes reçues en 2010 par secteur de culture.

**Graphique 2**

Part du nombre de demandes par secteur de culture en 2010

- Espèces ornementales
- Espèces agricoles
- Espèces potagères
- Espèces fruitières

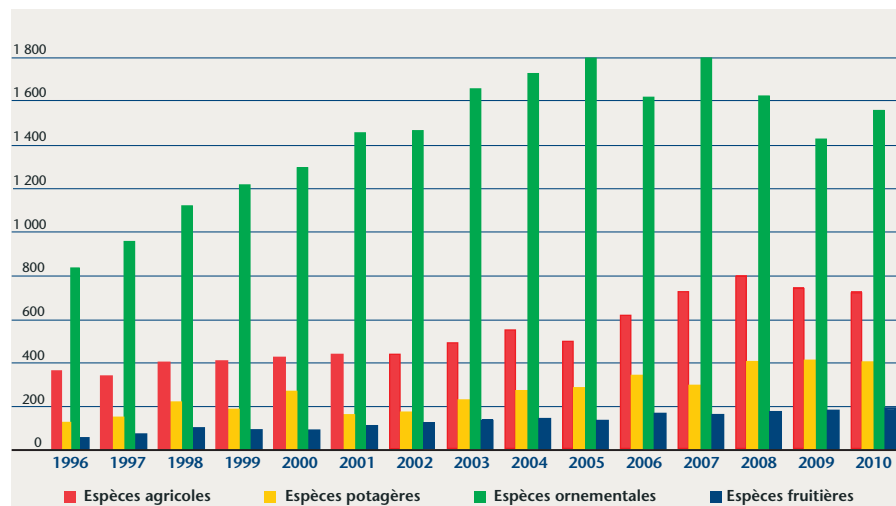


Le graphique 3 présente l'évolution du nombre de demandes par secteur de culture depuis 1996. La forte hausse du nombre de demandes observée en 2010 dans le secteur des espèces ornementales (+ 10,8 %) représente une récupération partielle de la chute considérable constatée en 2008 et 2009. De même, pour les espèces fruitières, on

a observé une hausse (+ 4,3 %) des demandes. En revanche, le nombre de demandes pour les espèces agricoles et potagères est en baisse (respectivement – 3,0 % et – 2,2 %).

**Graphique 3**

Évolution du nombre de demandes par secteur de culture (1996-2010)



En 2010, 617 demandeurs ont sollicité une protection communautaire d'obtentions végétales. Le tableau présenté ci-après reprend les 50 utilisateurs les plus assidus du système communautaire ainsi que le nombre de demandes qu'ils ont introduites en 2010. Ces 50 principaux demandeurs ont introduit au total 1 533 demandes, soit 53,1 % du total des demandes reçues au cours de l'année. Ces chiffres démontrent que le régime de protection communautaire des obtentions végétales n'est pas seulement attrayant pour les acteurs mondiaux, mais aussi pour les petits et moyens obtenteurs.

Nom du demandeur	Pays	Nombre de demandes introduites en 2010
Syngenta Crop Protection AG	CH	102
Rijk Zwaan Zaadteelt en Zaadhandel BV	NL	89
Tobias Dümmer	DE	71
RAGT 2n SAS	FR	56
Limagrain Europe SA	FR	55
Seminis Vegetable Seeds Inc.	US	54
Pioneer Hi-Bred International Inc.	US	53
Enza Zaden Beheer BV	NL	49
Anthura BV	NL	48
KWS Saat AG	DE	44
Pioneer Overseas Corporation	US	44
Nunhems BV	NL	43
Dekker Breeding BV	NL	43
Nils Klemm	DE	40
Soltis SAS	FR	38

Nickerson International Research SNC	FR	36
Agro Selections Fruits SAS	FR	35
Fides BV	NL	32
Terra Nova Nurseries Inc.	US	30
Paraty BVBA	BE	26
Poulsen Roser A/S	DK	25
Testcentrum voor Siergewassen BV	NL	25
Meilland International SA	FR	24
Euro Grass Breeding GmbH & Co. KG	DE	24
Adrien Momont et Fils SARL	FR	24
RijnPlant BV	NL	22
Vilmorin SA	FR	22
Rosen Tantau KG	DE	22
Maïsadour Semences SA	FR	22
Piet Schreurs Holding BV	NL	21
Suntory Flowers Ltd	JP	21
Bejo Zaden BV	NL	20
Goldsmith Seeds Europe BV	NL	19
Floréac NV	BE	18
Euralis Semences SAS	FR	18
Barberet & Blanc SA	ES	17
Florist de Kwakel BV	NL	16
Beekenkamp Plants BV	NL	16
Satter Roses Breeding BV	NL	16
Leonardus Arkesteijn	NL	15
HilverdaKooij BV	NL	15
Herbalea GmbH	DE	15
Interplant Roses BV	NL	15
PSB Producción Vegetal SL	ES	14
Serasem SNC	FR	14
Jean-Pierre Darnaud	FR	13
Esmeralda Breeding BV	NL	13
Deliflor Royalties BV	NL	13
Vletter & Den Haan Beheer BV	NL	13
Deutsche Saatveredelung AG	DE	13

Les demandeurs hors Union européenne doivent nommer un représentant dont le siège social ou le domicile se situe dans l'UE pour traiter leurs demandes. Parfois, les sociétés mères situées hors des frontières de l'UE désignent leur filiale dans l'UE; c'est notamment le cas de Monsanto, Pioneer, Syngenta, Sakata et Limagrain. Les demandeurs dans l'UE n'ont pas cette obligation, mais certains préfèrent tout de même confier la procédure de demande à un agent externe. En 2010, 1 304 demandes (45,0 %) ont été introduites par

141 mandataires. Le tableau ci-après reprend les 15 mandataires les plus «actifs» en 2010, avec au total 859 demandes introduites.

Nom du mandataire	Pays	Nombre de demandes introduites en 2010
Royalty Administration International CV	NL	264
Pioneer Hi-Bred SARL	FR	87
Syngenta Seeds BV	NL	68
Hortis Holland BV	NL	64
Deutsche Saatgutgesellschaft mbH Berlin	DE	63
Monsanto Holland BV	NL	54
Dominique Marc	FR	46
Syngenta Seeds GmbH	DE	45
GPL International A/S	DK	35
Hans-Gerd Seifert	DE	34
Plantipp BV	NL	24
Moerheim New Plant BV	NL	22
Ronald Houtman Sortimentsadvies	NL	22
CNB (UA)	NL	16
Udo Schäfer	DE	15

### 10.1.1. Espèces ornementales

Représentant 54 % du nombre de demandes en 2010, les variétés ornementales forment encore de loin le plus grand groupe de demandes de protection communautaire d'obtentions végétales. Comme l'illustre le graphique 3 (p. 35), le secteur des variétés ornementales reste le plus important en termes de nombre de demandes introduites chaque année. Après deux années consécutives de chute libre du nombre de demandes, une hausse considérable (+ 10,8 %) a été enregistrée en 2010.

Le tableau 1 présente les 10 plus importantes espèces ornementales en termes de nombre de demandes. Les variations de l'importance de ces espèces sont pour la plupart fortuites — à l'exception des orchidées et des *Impatiens*. En 2010, le chrysanthème et la rose sont restés



*Phalaenopsis*, Pays-Bas



*Lilium* L., Pays-Bas

de loin, dans cet ordre, les espèces les plus importantes. En ce qui concerne les orchidées, en général, et le *Phalaenopsis* et le *x Doritaenopsis*, en particulier, une forte hausse soudaine a été observée en 2006-2007, suivie d'une chute brutale en 2009, puis d'une remontée en 2010, comme pour l'*Impatiens*.

**Tableau 1 — Nombre de demandes pour les 10 principales espèces ornementales**

Genre	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total
<i>Rosa</i> L.	182	191	218	168	180	154	169	155	199	<b>1 616</b>
<i>Chrysanthemum</i> L.	181	186	147	160	197	167	158	162	175	<b>1 533</b>
<i>Petunia</i> Juss. et <i>Calibrachoa</i> Llave & Lex.	104	51	71	87	70	99	53	73	76	<b>684</b>
<i>Pelargonium</i> L'Her. ex Aiton	61	72	69	114	77	66	67	49	44	<b>619</b>
<i>Lilium</i> L.	60	65	85	64	63	59	44	56	43	<b>539</b>
<i>Impatiens</i> L.	104	63	66	98	56	51	39	18	30	<b>525</b>
<i>Gerbera</i> L.	48	79	44	66	45	39	77	63	37	<b>498</b>
<i>Phalaenopsis</i> Blume & <i>x Doritaenopsis</i> hort.	5	18	41	11	63	109	77	50	85	<b>459</b>
<i>Dianthus</i> L.	41	58	35	57	38	34	34	29	61	<b>387</b>
<i>Osteospermum</i> L.	25	39	53	56	39	31	40	28	22	<b>333</b>

Il est également intéressant de noter les différences de durée de la protection juridique des variétés de différents genres. À la fin de 2010, sur les 16 541 titres octroyés au total pour les variétés ornementales, 9 593 (58,1 %) sont toujours actifs. Le tableau ci-après présente des informations sur le nombre de titres qui sont toujours en vigueur pour quelques espèces. On peut remarquer des différences persistantes entre certaines espèces. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce phénomène, notamment une modification des préférences des consommateurs, les tendances d'obtention, les variations de l'intensité des activités d'obtention ou le temps et les dépenses nécessaires au développement de nouvelles variétés.

Genre	Titres octroyés	Titres en vigueur: chiffres absolus (relatifs)
<i>Gerbera</i> L.	591	151 (25 %)
<i>Impatiens</i> L.	745	331 (44 %)
<i>Tulipa</i> L.	261	126 (48 %)
<i>Pelargonium</i> L'Hér. ex Aiton	1 016	524 (51 %)
<i>Chrysanthemum</i> L.	1 847	973 (52 %)
<i>Rosa</i> L.	2 320	1 237 (53 %)
<i>Lilium</i> L.	634	352 (55 %)
<i>Petunia</i> Juss. et <i>Calibrachoa</i> Llave & Lex.	468	264 (56 %)
<i>Dahlia</i> Cav.	227	164 (72 %)
<i>Clematis</i> L.	101	98 (97 %)

Une particularité des variétés ornementales est la grande diversité des espèces, comme l'illustre le graphique 8 (p. 56); la plupart des taxons botaniques mentionnés dans le



graphique sont des plantes ornementales. Pour chacun d'entre eux, le nombre de demandes est relativement faible.

Au moment de décider d'accorder une protection communautaire d'obtentions végétales, l'Office peut fonder sa décision sur un examen technique effectué dans le cadre d'une précédente demande de protection introduite par un obtenteur dans un État membre de l'UE. Le tableau ci-après indique le pourcentage de reprises de rapports au cours des dix dernières années. Le nombre considérablement inférieur de reprises de rapports, comparativement aux secteurs des espèces potagères ou agricoles, s'explique par l'absence de toute obligation d'inscription nationale officielle avant la commercialisation de variétés ornementales.

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Pourcentage de reprises de rapports	16,5	12,1	7,8	9,8	6,0	7,0	5,8	6,2	3,3	5,8

L'introduction du service d'audit qualité a engendré une situation dans laquelle, pour un certain nombre d'espèces ornementales, plusieurs offices d'examen sont compétents pour réaliser un examen DHS. Dans les cas où, par le passé, une procédure d'examen centralisée existait pour une variété candidate donnée, l'OCW doit à présent déterminer l'office d'examen qui sera chargé de l'examiner. C'est la raison pour laquelle le conseil d'administration de l'OCW a étendu les critères devant être appliqués par l'Office.

L'OCW devra prendre en considération non seulement les conditions climatiques, mais aussi le souhait de l'obteneur, ainsi que les autres variétés en cours d'examen.

En coopération avec l'office d'examen compétent, l'OCW a organisé deux journées portes ouvertes pour les obtenteurs d'espèces ornementales. Aux Pays-Bas, l'office d'examen néerlandais Naktuinbouw a organisé, en janvier 2010, une journée portes ouvertes spécifiquement destinée aux roséristes. Cette réunion spécialisée a permis aux participants de mieux comprendre les problèmes (par exemple les questions phytosanitaires) auxquels sont confrontés les obtenteurs ainsi que les exigences correspondantes devant être remplies pour le bon déroulement de l'examen technique. En septembre 2010, la toute première journée portes ouvertes spécialement destinée aux obtenteurs danois a été organisée au centre d'examen d'Aarslev (Danemark). Les obtenteurs de toute espèce ornementale y ont été invités et les présentations et discussions ont couvert tous les aspects du régime de protection communautaire des obtentions végétales.

### 10.1.2. Espèces agricoles

En 2010, une baisse de 3 % du nombre de demandes a été enregistrée.

Les 10 principales espèces agricoles sont identiques aux années précédentes: le maïs occupe encore la première position, suivi du blé et de la pomme de terre. La répartition générale des demandes entre les espèces est restée stable en 2010.

Le tableau ci-après indique le nombre de demandes reçues chaque année pour l'ensemble des espèces agricoles depuis 2004.

Toutes espèces agricoles	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total
<b>Total</b>	536	499	610	733	791	741	723	<b>4 633</b>

Le tableau 2 montre le nombre de demandes reçues pour les 10 principales espèces agricoles au cours des sept dernières années.

**Tableau 2 — Nombre de demandes pour les 10 principales espèces agricoles**

Espèces	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total
<i>Zea mays</i> L.	169	181	212	248	222	219	220	<b>1 471</b>
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	75	54	76	91	87	76	92	<b>551</b>
<i>Solanum tuberosum</i> L.	50	34	84	66	94	87	63	<b>478</b>
<i>Brassica napus</i> L. emend. Metzg.	41	29	44	71	85	96	75	<b>441</b>
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	52	44	45	55	69	64	56	<b>385</b>
<i>Helianthus annuus</i> L.	27	40	30	38	49	46	68	<b>298</b>
<i>Lolium perenne</i> L.	6	16	20	11	26	20	19	<b>118</b>
<i>Triticum durum</i> Desf.	13	13	8	14	13	17	14	<b>92</b>
<i>Pisum sativum</i> L. sensu lato	11	21	11	14	14	10	13	<b>94</b>
<i>x Triticosecale</i> Witt.	15	7	7	14	13	7	9	<b>72</b>
<b>Total</b>	<b>459</b>	<b>439</b>	<b>537</b>	<b>622</b>	<b>672</b>	<b>642</b>	<b>629</b>	<b>4 000</b>

Pour ce qui est de l'examen technique des variétés candidates, dans de nombreux cas, l'examen DHS a été réalisé au préalable dans le cadre de la procédure d'établissement des listes nationales ou est en cours de réalisation au moment du dépôt de la demande communautaire. Selon l'article 27 des modalités d'exécution [règlement (CE) n° 874/2009 de la Commission], le rapport DHS peut donc être repris auprès des offices d'examen compétents s'il constitue une base décisionnelle suffisante.



*Zea mays* L.



*Solanum tuberosum* L.



Essais DHS sur les *Brassica*, France



Essais DHS sur des céréales, Finlande

Le ratio entre les examens techniques d'espèces agricoles effectués pour le compte de l'Office et les reprises de rapports est demeuré relativement stable ces dernières années. En moyenne, 80 % des rapports peuvent être repris auprès des offices d'examen. Le nombre d'examens techniques réalisés pour le compte de l'Office est généralement supérieur pour les variétés d'espèces avec des lignées parentales, comme les composants du maïs, du tournesol et de la betterave.

Le tableau ci-après présente la comparaison entre le nombre de variétés inscrites dans le catalogue commun des espèces agricoles en 2010 et le nombre de demandes de PCOV reçues au cours de la même année pour quatre grandes espèces agricoles.

Espèces	Nombre de variétés inscrites dans le CC en 2010 (2009)	Nombre de demandes de PCOV reçues en 2010 (2009)
Colza oléagineux	100 (101)	75 (96)
Blé	163 (129)	89 (76)
Pomme de terre	106 (87)	62 (87)
Ray-grass	73 (69)	19 (20)

La comparaison entre le nombre de variétés inscrites dans le CC au cours d'une année donnée et le nombre de demandes de PCOV reçues au cours de la même année ne peut donner qu'une indication de la mesure dans laquelle les obtenteurs recherchent une protection pour une espèce donnée.

Les données ne représentant que deux années (2009 et 2010), il est impossible de dégager une tendance au niveau d'un ordre d'importance de la protection des espèces. Elles démontrent tout de même qu'en 2010, le nombre de variétés ayant fait l'objet d'une demande de protection communautaire d'obtention végétale a été relativement moins élevé qu'en 2009, bien que le nombre de variétés reprises dans le CC en 2010 soit plus élevé qu'en 2009. Cela pourrait expliquer, au moins en partie, la baisse de 3 % du

nombre total de demandes dans le secteur agricole. Un élément resté «stable» est le faible pourcentage de demandes relatives aux variétés de ray-grass récemment enregistrées; cette tendance se reflète globalement dans le faible nombre de demandes de *Lolium* par rapport aux autres espèces au fil des ans (voir le tableau 2, p. 40).

L'appel d'offres relatif à l'habilitation d'offices d'examen pour de nouvelles espèces, lancé en 2009 dans le cadre du nouveau système d'audit qualité, a entraîné un allongement de la liste d'espèces pour lesquelles le réseau d'offices d'examen de l'OCV a exprimé sa capacité à effectuer des examens DHS. Bien qu'aucune demande de PCOV n'ait été reçue jusqu'à présent, le réseau de l'OCV peut tester depuis 2010 les espèces suivantes:

<i>Agrostis capillaris</i> L.	<i>Galega orientalis</i> Lam.
<i>Agrostis gigantea</i> Roth	<i>Jatropha curcas</i> L.
<i>Alopecurus pratensis</i> L.	<i>Onobrychis viciifolia</i> Scop.
<i>Arachis</i> L.	<i>Poa trivialis</i> L.
<i>Arrhenatherum elatius</i> (L.) P. Beauv. ex J.S. et K.B. Presl	<i>Raphanobrassica</i>
<i>Avena nuda</i> L.	<i>Spirodela polyrhiza</i> (L.) Schleid.
<i>Avena strigosa</i> Schreb.	<i>Trifolium alexandrinum</i> L.
<i>Brachiaria</i> (Trin.) Griseb.	<i>Trifolium incarnatum</i> L.
<i>Camelina sativa</i> (L.) Crantz	<i>Trifolium resupinatum</i> L.
<i>Carthamus tinctorius</i> L.	<i>Trisetum flavescens</i> (L.) P. Beauv.
<i>Cynosurus cristatus</i> (crételle)	<i>Triticum monococcum</i> L.
<i>Elytrigia elongata</i> (Host) Nevski	<i>Triticum turgidum</i> L. subsp. <i>dicoccum</i> (Schränk ex Schübl.) Thell

### 10.1.3. Espèces potagères

Après avoir battu un record l'année précédente, le nombre de demandes relatives aux espèces potagères a légèrement marqué le pas en 2010 en baissant de 2,2 %, passant ainsi



Essais DHS sur des tomates, France



Suivi d'essais DHS sur des laitues, Pays-Bas



à 405. L'espèce principale reste la laitue, suivie de la tomate, bien que le poivron ait fait l'objet d'une hausse des demandes en 2010 (35), se hissant presque à la deuxième place du classement. Après plusieurs années calmes, l'Office a enregistré une hausse soudaine du nombre de demandes pour *Ocimum basilicum* (16), émanant d'un seul demandeur; cela semble refléter l'intérêt persistant des obtenteurs et des consommateurs pour les plantes aromatiques prêtes à consommer comme le basilic et la roquette.

L'Office reprend maintenant les rapports d'examens techniques déjà réalisés sur les espèces potagères plutôt que d'organiser ses propres examens techniques (ratio de 70/30), démontrant ainsi que, comme dans le secteur agricole, le demandeur a déjà introduit une demande antérieure d'inscription sur les listes nationales ou de protection d'obtention végétale afin de gagner du temps et d'éventuellement profiter d'une demande de priorité sur la demande antérieure. La principale différence par rapport au secteur agricole est que, pour les espèces agricoles soumises à une reprise de rapports, dans la majorité des cas, l'examen technique a déjà été finalisé et un rapport technique positif est disponible au moment où l'OCW reçoit la demande correspondante, assurant de façon presque certaine que la protection communautaire d'obtention végétale sera également accordée. Par ailleurs, la durée de la procédure (de la date de la demande à la date d'octroi de la protection) peut n'être que de six mois pour de nombreuses variétés agricoles. En revanche, dans le secteur potager, les demandes de protection communautaire sont généralement introduites quelques mois seulement après l'introduction de la demande d'enregistrement national: dès lors, l'examen technique n'en est alors qu'à un stade précoce et la procédure globale ne prendra qu'un peu moins de temps que si une demande de protection communautaire avait été introduite directement. Une conséquence inattendue de ce mécanisme est que le nombre de retraits volontaires de variétés potagères pendant la procédure de demande a considérablement augmenté; en 2010, le nombre de retraits de demandes portant sur une espèce potagère a atteint 59, soit près de 15 % de l'ensemble des demandes n'allant pas jusqu'au bout de la procédure. Le nombre de rapports techniques négatifs (principalement pour des raisons d'homogénéité) est également en hausse, ce qui amène à se demander si les multiplicateurs de semences potagères ne demandent pas l'enregistrement de leurs



Essais DHS sur des poivrons, France



Journée portes ouvertes pour les espèces potagères, octobre 2010, GEVES Brion



Journée portes ouvertes pour les espèces potagères, octobre 2010, GEVES Brion

variétés candidates à un stade trop précoce, avant que la variété n'ait eu le temps d'être perfectionnée.

L'obtention d'espèces potagères résistantes aux maladies constitue l'un des principaux objectifs du secteur potager et, avec le transfert de cette responsabilité du secteur public (instituts de recherche, universités) au secteur privé (multiplicateurs de semences), les lignes directrices de l'UPOV et les protocoles de l'OCW correspondants ont enregistré une augmentation des caractéristiques de résistance à la maladie. Au fil du temps, le nombre de caractéristiques de résistance à la maladie (marquées) obligatoires a également augmenté, vu qu'on a remarqué que certaines maladies posaient particulièrement problème dans toute l'UE. Ces deux dernières années, cependant, certains petits obtenteurs et des représentants d'autorités nationales, surtout dans les États membres ayant rejoint l'UE depuis 2004, ont pris la parole pour expliquer que certaines maladies ne revêtaient pas d'importance particulière dans plusieurs régions européennes et que, dès lors, il semblerait injuste de les obliger à cultiver des variétés homogènes pour ces espèces résistantes. La question est particulièrement pertinente quand on sait que le nombre d'offices d'examen habilités à examiner les espèces potagères a connu une forte hausse en 2010, bien que tous ces offices n'aient pas les mêmes capacités en matière d'examen de la résistance des espèces potagères aux maladies. La question sera analysée plus en détail en 2011, non seulement par l'ESA, mais également par la Commission européenne, étant donné que les protocoles de l'OCW sont également applicables pour les listes nationales et pour l'ajout ultérieur des espèces au catalogue commun.

Sur un plan plus positif, l'OCW a coorganisé, avec le Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences (GEVES), une journée portes ouvertes pour les espèces potagères, qui s'est tenue le 6 octobre à Brion; y ont participé de nombreux représentants des offices d'examen habilités de l'OCW et des multiplicateurs de semences (principalement français). Au cours de la journée, différents sujets ont été abordés, comme l'optimisation de la sélection des variétés de référence, l'utilisation des caractéristiques de résistance à la maladie et la visite des essais DHS de différentes espèces testées au centre.



Pommes



Fraises

#### 10.1.4. Espèces fruitières

Le nombre de demandes de PCOV portant sur des variétés fruitières a légèrement augmenté en 2010, pour atteindre le record absolu de 193. Comme d'habitude, les trois espèces principales étaient, dans l'ordre, la pêche, la fraise et la pomme. Le fait le plus remarquable a été l'augmentation spectaculaire du nombre de demandes portant sur les agrumes (16, contre seulement 2 l'année précédente). Le ratio entre les examens techniques d'espèces fruitières et les reprises de rapports est demeuré stable, les premiers restant majoritaires.

L'Office continue à discuter avec la Ciopora et ses offices d'examen habilités des différents moyens pour optimiser les examens DHS dans ce secteur, et également dans le but de réduire les coûts pour toutes les parties prenantes. Les questions qui semblent prendre de l'importance jusqu'ici sont les suivantes: l'éventuelle rédaction d'un rapport technique après un seul cycle fruitier, si la variété candidate répond clairement aux critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité et n'a pas présenté de problèmes; l'utilisation à meilleur escient et la rationalisation des collections de référence; l'amélioration qualitative des échantillons de variétés candidates envoyées pour subir des examens DHS. Ces questions seront examinées plus en détail au cours de l'année 2011.

Les principaux groupes de variétés de pommes, identifiés sur la base du nombre de variétés candidates ayant fait l'objet d'une demande de protection communautaire, sont actuellement les mutations de la «Gala» et de la «Fuji». Conformément à l'accord conclu en 2004 entre l'OCV et ses offices d'examen des pommes, les principaux groupes de mutation de pommes devraient être centralisés en France [GEVES/INRA (Institut national de la recherche agronomique)] ou en Allemagne (Bundessortenamt), en fonction du groupe de mutation, afin de rassembler les expertises et la collection de variétés à un seul endroit, ce qui permettrait de garantir des résultats fiables pour l'examen technique effectué; pour la «Fuji» et la «Gala», les mutations de ces deux variétés sont examinées à l'INRA d'Angers. Ce principe se révèle efficace depuis un certain nombre d'années, mais ces derniers temps, l'Office a constaté une augmentation du nombre de variétés «Fuji» et «Gala» annoncées comme différentes uniquement en raison du

développement et des caractéristiques de la couleur du lavis du fruit. La majorité de ces mutations sont découvertes dans le sud de l'Europe ou dans des régions d'outre-mer, mais le problème rencontré par l'OCV et l'office d'examen français est le suivant: dans les conditions climatiques d'Angers, il semblerait que la couleur du lavis de ces variétés soit trop développée, ce qui empêche de les distinguer des autres variétés qui existent déjà au sein d'un même groupe de mutation. L'Office envisage actuellement, avec le GEVES, les moyens éventuels de remédier à cette situation, par exemple en créant un deuxième site dans le sud de la France consacré aux variétés mutantes pertinentes, afin que celles-ci puissent exprimer tout leur potentiel, ou en présentant des caractéristiques supplémentaires qui permettraient de repérer les éventuelles différences à un stade plus précoce du développement du fruit. L'Office entend faire participer la Ciopora à ces discussions, car certaines solutions envisagées pourraient entraîner des coûts d'examen supplémentaires en raison de la charge de travail accrue qu'elles supposeraient et pourraient également réduire les distances minimales séparant les espèces en question d'autres variétés de pommes notoirement connues.

Lors de la dernière réunion des experts fruitiers en novembre 2010, un accord de principe a été trouvé au sujet de l'organisation d'une journée portes ouvertes pour les espèces fruitières, en Avignon à la mi-juin 2011, en collaboration avec le GEVES et l'INRA, dans des conditions assez semblables à celles de la journée portes ouvertes pour les espèces potagères organisée à Brion avec le GEVES en octobre 2010. L'Office entend également organiser, la même semaine et au même endroit, sa réunion annuelle des experts fruitiers et sa réunion de clôture du projet de R & D «Gestion des collections de référence de pêcheurs», afin d'essayer d'attirer le plus possible de parties prenantes à la journée portes ouvertes.

### **10.1.5. Origine des demandes**

Depuis sa création, l'Office communautaire des variétés végétales a reçu des demandes provenant de plus de 50 pays. Durant toutes ces années ou presque, plus d'un tiers de toutes les demandes reçues provenaient des Pays-Bas, ce qui témoigne du rôle important joué par ce pays dans le secteur des obtentions végétales. Les Pays-Bas sont suivis d'assez loin par l'Allemagne, la France et les États-Unis. De plus, en 2010, seules des fluctuations mineures de l'origine des demandes ont été relevées. La carte qui suit donne une vue d'ensemble du nombre de demandes reçues en provenance des différents pays européens en 2010.





Le tableau 3 présente le nombre de demandes émanant des 10 principaux pays hors UE.

**Tableau 3 — Les 10 principaux pays hors UE desquels provenaient les demandes de PCOV en 2010**

Pays du principal demandeur	Nombre de demandes reçues en 2010
États-Unis	286
Suisse	108
Japon	52
Australie	26
Israël	25
Nouvelle-Zélande	25
Taïwan	14
Afrique du Sud	11
Thaïlande	10
Chine	9

## 10.2. Octroi des protections

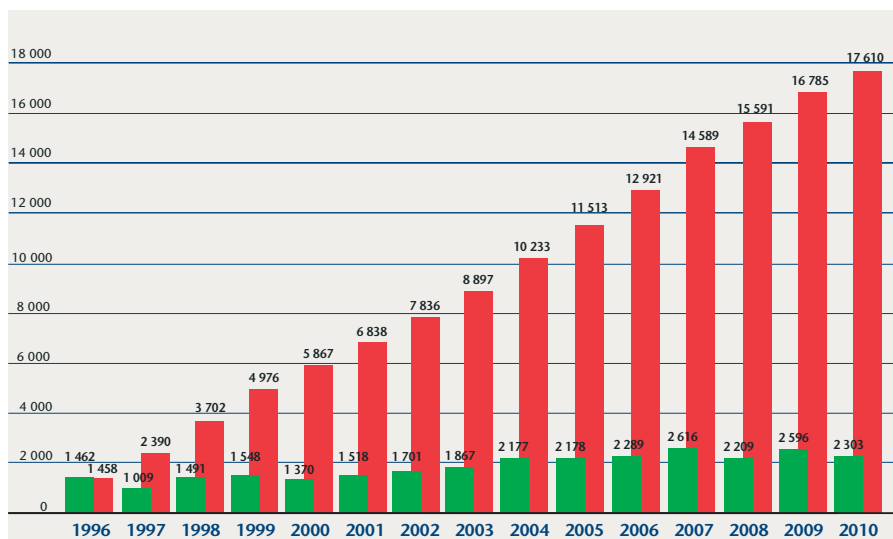
En 2010, l'Office a octroyé environ 2 300 titres de protection communautaire. Une liste détaillée de toutes les variétés protégées (au 31 décembre 2010) est publiée en annexe au présent rapport annuel.

À la fin de l'année 2010, 17 610 protections communautaires étaient en vigueur. Le graphique 4 montre le nombre de titres octroyés par année, de 1996 à 2010, et illustre l'augmentation constante du nombre de variétés protégées par le régime communautaire.

**Graphique 4**

Titres de protection communautaire d'obtentions végétales octroyés et droits en vigueur à la fin de chaque année (1996-2010)

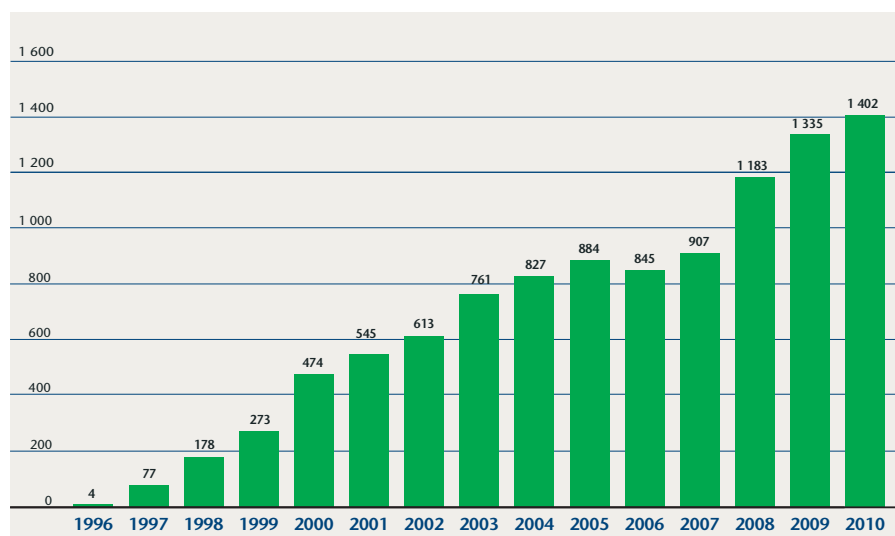
- Titres octroyés
- Variétés protégées à la fin de chaque année



Le développement du nombre de titres de protection communautaire d'obtentions végétales en vigueur doit être considéré en conjonction avec le nombre de titres abandonnés (voir le graphique 5). Le nombre de titres octroyés l'emporte toujours nettement sur le nombre d'abandons, en dépit de l'augmentation remarquable du nombre de titres abandonnés au cours des trois dernières années. L'augmentation des abandons n'est pas réellement surprenante.

### Graphique 5

Nombre d'abandons de titres de protection communautaire d'obtentions végétales (1996-2010)

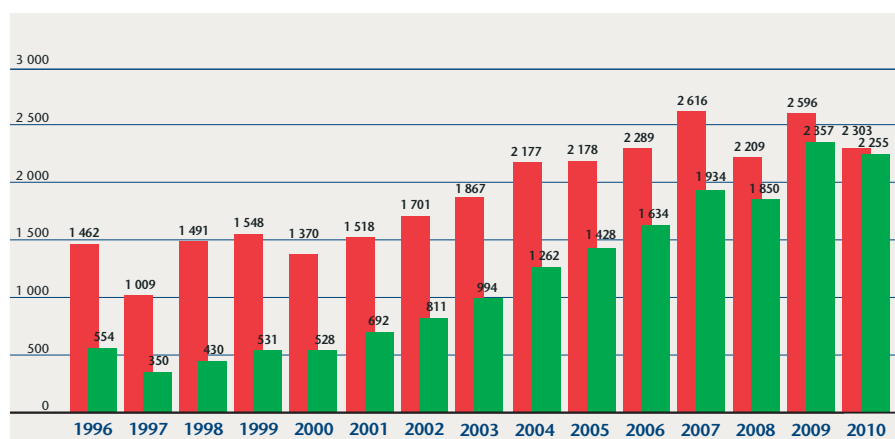


Le graphique 6 présente le nombre de protections octroyées au cours de la période 1996-2010 et qui sont toujours en vigueur aujourd'hui. Comme on peut le voir, un grand nombre de protections sont abandonnées après quelques années. Le système de protection communautaire des obtentions végétales n'est pas encore assez ancien pour pouvoir déterminer le nombre de variétés dont la protection ira bel et bien jusqu'à son terme, c'est-à-dire vingt-cinq ou trente ans. Toutefois, les chiffres laissent entendre qu'il ne s'agira pas de plus d'un tiers de l'ensemble des variétés ayant fait l'objet d'une protection. Cela indique également que la période actuelle de protection est globalement plutôt bien adaptée aux besoins des obtenteurs, sans exclure toutefois la possibilité que certaines espèces présentent des cas particuliers à cet égard.

### Graphique 6

Nombre de protections octroyées chaque année, de 1996 à 2010, et toujours en vigueur au 31 décembre 2010

● Nombre de protections octroyées  
● Nombre de protections en vigueur



## 10.3. Examens techniques

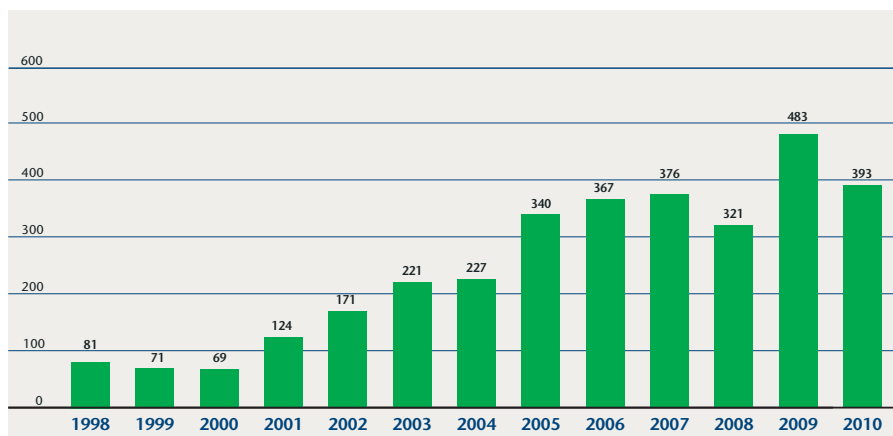
En 2010, l'OCW a réalisé 1 779 examens techniques, soit 13 de moins qu'en 2009. Cette diminution est liée à la hausse du nombre de reprises de rapports auprès d'autres autorités de protection des obtentions végétales. Pour les espèces potagères et agricoles, un grand nombre d'examens techniques ont déjà été réalisés dans le cadre de la procédure d'inscription sur les listes nationales. Étant donné que les taxes imposées sur les demandes de protection d'obtention végétale sont considérablement plus faibles dans certains États membres de l'UE, les demandeurs peuvent décider d'introduire tout d'abord une demande au niveau national, de manière que l'OCW fonde sa décision d'octroyer une protection communautaire d'obtention végétale sur un examen technique réalisé dans le cadre de la demande nationale.

### 10.3.1. Ventes de rapports

Il est fréquent que les autorités nationales du monde entier fondent leurs décisions relatives aux demandes de protection des obtentions végétales sur les examens techniques réalisés pour le compte de l'OCW (coopération internationale, reprise de rapports). Le graphique 7 montre le nombre de rapports que l'Office a mis à la disposition d'autorités nationales.

#### Graphique 7

Évolution du nombre de rapports d'examen DHS mis à la disposition d'autres autorités de protection des obtentions végétales (1998-2010)



Les 10 principaux pays ayant acheté des rapports techniques DHS à l'OCW (1998-2010) sont présentés dans le tableau 4.

À la fin de 2010, l'Office avait vendu 3247 rapports techniques à 47 pays. En 2010, le nombre de demandes de rapports émanant des pays d'Amérique du Sud a continué à augmenter fortement, surtout dans le secteur ornemental, ce qui est conforme à la tendance générale.

L'Office a adopté une approche flexible concernant la taxe convenue dans le cadre de l'UPOV pour la mise à disposition des rapports: les pays demandeurs peuvent soit payer

cette taxe directement, soit laisser l'Office envoyer la facture au demandeur dans le pays intéressé. Le rapport est toujours envoyé aux autorités nationales.

**Tableau 4 — Liste des 10 principaux pays ayant acheté des rapports techniques DHS à l'OCVV (1998-2010)**

Pays	Nombre de rapports achetés
Israël	473
Brésil	325
Équateur	324
Suisse	282
Colombie	262
Norvège	215
Kenya	196
Canada	189
Nouvelle-Zélande	187
France	132

## 10.3.2. Relations avec les offices d'examen

### 10.3.2.1. Quatorzième réunion annuelle avec les offices d'examen

En décembre 2010, l'OCV a organisé sa quatorzième réunion annuelle avec ses offices d'examen, à laquelle participent également des représentants de la Commission européenne, de l'UPOV et des organisations professionnelles d'obteneurs (Ciopora et ESA). Les principaux sujets de discussion ont été les suivants:

- un nouveau modèle pour les protocoles techniques de l'OCV mettant en œuvre le modèle de l'UPOV;
- un échantillonnage ADN prélevé dans le cadre de l'examen technique;
- l'échange de matériel végétal entre les offices d'examen;
- les aspects ayant trait au nombre de plantes dans les examens DHS portant sur des variétés ornementales et fruitières;



Réunion annuelle avec les offices d'examen, décembre 2010, Angers

- les tests de résistance aux maladies réalisés sur les espèces potagères;
- l'utilisation des caractéristiques de regroupement;
- la conservation du matériel végétal après l'examen DHS lorsque l'examen technique a donné des résultats négatifs;
- la communication entre les offices d'examen et l'OCVV;
- la coopération en matière d'examen des dénominations variétales;
- divers aspects relatifs à l'audit qualité des examens DHS.

Par ailleurs, les participants ont été informés au sujet de l'état d'avancement du système de demandes en ligne, de la base de données centralisée sur les dénominations variétales et de la base de données sur la jurisprudence des décisions relatives à l'éligibilité des dénominations variétales, ainsi que sur l'échange électronique de documents avec les offices d'examen.

#### **10.3.2.2. Élaboration des protocoles de l'OCVV**

En 2010, des experts des offices d'examen des États membres ont été invités à collaborer à l'élaboration ou à la révision de protocoles techniques pour les essais DHS qui ont ensuite été approuvés par le conseil d'administration (voir le chapitre 5) ou devraient l'être en 2011. Les réunions suivantes ont été organisées:

- experts en espèces agricoles: un projet de protocole a été discuté pour le *Lolium* et la *Festuca ssp.* et des révisions des protocoles pour l'orge, le blé et le triticale ont été envisagées;
- experts en espèces fruitières: révision des protocoles techniques pour le pêcher; une approbation est attendue en 2011;
- experts en espèces potagères: révision des protocoles techniques pour l'asperge, révision partielle du protocole technique pour la laitue et le chou et nouveaux protocoles techniques pour l'aneth et le chou fourrager; ces protocoles devraient être approuvés en 2011;
- les experts en espèces ornementales ont discuté des corrections et modifications des protocoles techniques pour le *Guzmania* et l'*Osteospermum*.



Réunion des experts pour les espèces potagères, novembre 2010, Angers

#### 10.3.2.3. Réunions des experts en culture

Deux réunions avec des experts en espèces agricoles ont eu lieu en 2010 pour discuter des questions relatives à l'homogénéité pour le blé, l'orge et le triticale ainsi que de la préparation des protocoles techniques pour les espèces *Lolium* et *Festuca ssp.*

Une réunion d'experts en espèces fruitières a été tenue au mois d'octobre en vue d'examiner les points suivants: la révision partielle du protocole pour le pêcher; les documents phytosanitaires et l'harmonisation des dates de clôture de tous les offices d'examen habilités, en fonction des espèces; la poursuite des discussions sur la faisabilité de la réduction de la durée/des coûts des examens techniques portant sur les espèces fruitières; le nombre de plants à observer pour satisfaire aux critères de distinction et d'homogénéité; une éventuelle journée portes ouvertes pour les espèces fruitières, organisée en collaboration avec le GEVES et l'INRA en juin 2011; l'état d'avancement des dernières étapes du projet de R & D «Gestion des collections de référence de pêcheurs».

Une réunion d'experts en espèces potagères a été tenue au mois de novembre, en vue d'examiner les points suivants: la révision partielle des protocoles pour la laitue et le chou; la révision des protocoles techniques pour l'asperge et la création de protocoles techniques de l'OCW pour l'aneth et le chou fourrager; le débat avec l'ESA et l'organisation des obtenteurs slovaques au sujet du respect des caractéristiques de résistance à la maladie obligatoires pour une variété candidate vulnérable; la possibilité d'exiger la présentation de photographies en couleurs pour certaines espèces potagères; la possibilité d'assurer un suivi du projet de R & D sur l'harmonisation des méthodologies en matière de résistance aux maladies des espèces potagères; l'utilisation et la notification de caractéristiques de regroupement supplémentaires.

La réunion avec les experts en espèces ornementales a été organisée par l'office d'examen néerlandais Naktuinbouw. Parmi les grands sujets de discussion figuraient l'attribution des demandes aux offices d'examen, le report des règles d'essai sur les arbres fruitiers, l'acceptation du matériel végétal provenant de pays hors UE dans l'incapacité de se mettre pleinement en conformité avec les exigences de l'OCW en raison d'exigences phytosanitaires à l'importation contradictoires, l'organisation de «journées portes ouvertes» et la gestion des offices d'examen, ainsi que le suivi du projet de R & D sur la gestion de la collection de référence de roses.

#### 10.3.2.4. Collaboration avec le Japon

En 2006, le ministère japonais de l'agriculture, des forêts et de la pêche (MAFF) et l'OCW ont lancé une coopération relative aux examens techniques. Dans le cadre de cette collaboration, la réalisation des examens techniques pour les variétés de *Petunia* et de *Calibrachoa* a été entièrement harmonisée. Les essais portant sur les chrysanthèmes sont parvenus à un stade de maturité avancé. En ce qui concerne la réalisation des examens techniques portant sur les variétés de *Nymphaea*, le MAFF est l'office d'examen habilité de l'OCW. Le MAFF a commencé, à la fin de 2007, à fonder ses décisions relatives aux demandes de protection d'obtentions végétales sur les examens techniques réalisés par les offices d'examen européens. De même, le conseil d'administration de l'Office a accepté que les



résultats des examens DHS réalisés au Japon pour les variétés de *Petunia* et *Calibrachoa* soient utilisés à partir de 2008. En 2009, les dispositions contractuelles relatives à la reprise des rapports techniques japonais ont été préparées, en réglementant tous les aspects administratifs d'une reprise de rapports auprès des autorités japonaises. Dès que le MAFF aura signé le contrat, les rapports techniques relatifs aux variétés appartenant à ces deux espèces constitueront la base des décisions prises par l'OCW.

### 10.3.2.5. Nouvelles espèces

En 2010, le conseil d'administration de l'OCW a confié aux offices d'examen les taxons botaniques suivants, constituant les «inventaires des nouvelles espèces». Il convient de noter à ce propos que, par suite de l'introduction du service d'audit qualité, les offices d'examen communiquent désormais à l'OCW leurs compétences pour une «nouvelle espèce» donnée. Cela signifie que l'office d'examen est à même de répondre aux critères de qualité, ce qui constitue l'une des conditions préalables à son habilitation. En conséquence, l'OCW n'effectue aucune sélection des offices d'examen lorsqu'il prépare une proposition d'habilitation pour le conseil d'administration.

Espèces	Office(s) d'examen habilité(s)
<i>Acanthus</i> L.	NIAB, UK
<i>Achillea millefolium</i> L. × <i>A. tomentosa</i> L.	Bundessortenamt, DE Central Agricultural Office, HU Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Aloe variegata</i> L.	Bundessortenamt, DE Naktuinbouw, NL
<i>Ananas comosus</i> (L.) Merr. — Espèce ornementale	Naktuinbouw, NL
<i>Berberis</i> × <i>media</i> Groot.	Coboru, PL GEVES, FR
<i>Brachyscome formosa</i> P. S. Short	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Caladium humboldtii</i> (Raf.) Schott	Bundessortenamt, DE Naktuinbouw, NL
<i>Chamaesyce</i> Gray	Bundessortenamt, DE Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Chasmanthium latifolium</i> (Michx.) H. O. Yates	Central Agricultural Office, HU Naktuinbouw, NL
<i>Chelone obliqua</i> L.	Bundessortenamt, DE Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Crassula swaziensis</i> Schönland	Bundessortenamt, DE Naktuinbouw, NL
<i>Dendrobium kingianum</i> Bidwill ex Lindl.	Naktuinbouw, NL

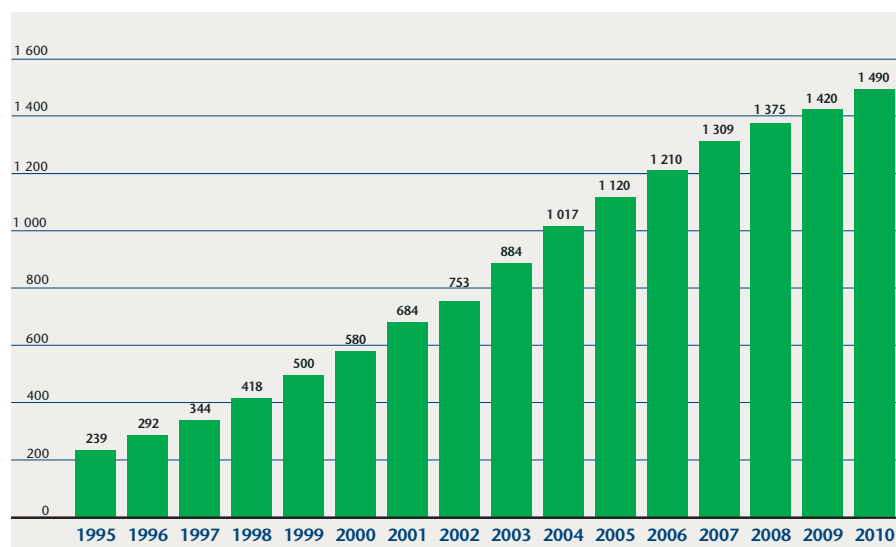
<i>Diospyros kaki</i> L.f.	Oficina Española de Variedades Vegetales, ES
<i>Eucalyptus globulus</i> Labill.	Oficina Española de Variedades Vegetales, ES
<i>Eugenia uniflora</i> L.	NIAB, UK
<i>Farfugium hiberniflorum</i> (Makino) Kitam. × <i>F. japonicum</i> (L.) Kitam.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Ficinia truncata</i> (Thunb.) Schrad.	Naktuinbouw, NL
<i>Haworthia fasciata</i> (Willd.) Haw.	Naktuinbouw, NL
<i>Hemizygia</i> (Benth.) Briq.	Bundessortenamt, DE Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Ipheion uniflorum</i> (Lindl.) Raf.	Naktuinbouw, NL
<i>Jatropha podagrica</i> Hook.	Naktuinbouw, NL
<i>Limonium puberulum</i> (Webb) Kuntze × <i>L. perezii</i> (Stapf) F. T. Hubb.	Naktuinbouw, NL
<i>Mimulus</i> L.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Passiflora</i> L.	Bundessortenamt, DE Naktuinbouw, NL
<i>Pennisetum purpureum</i> Schumach.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Phyllostachys edulis</i> (Carrière) J. Houz.	Naktuinbouw, NL
<i>Pittosporum heterophyllum</i> Franch.	NIAB, UK
<i>Pleurotus eryngii</i>	Central Agricultural Office, HU
<i>Pleurotus ostreatus</i> (Jacq.: Fr.) Kummer	Central Agricultural Office, HU
<i>Polystichum setiferum</i> (Forssk.) Woyn.	Naktuinbouw, NL
<i>Primula filchnerae</i> R. Knuth × <i>P. praenitens</i> Ker Gawl.	Bundessortenamt, DE
<i>Quercus robur</i> L. × <i>Q. macranthera</i> Fisch. & C. A. Mey. ex Hohen.	Bundessortenamt, DE Coboru, PL
<i>Ruscus hypoglossum</i> L.	NIAB, UK
<i>Sansevieria cylindrica</i> Bojer ex Hook.	Naktuinbouw, NL
<i>Sansevieria zeylanica</i> (L.) Willd.	Naktuinbouw, NL
<i>Spiraea hayatana</i> H. L. Li × <i>S. japonica</i> L. f.	Central Agricultural Office, HU GEVES, FR NIAB, UK
<i>Spirodela polyrhiza</i> (L.) Schleid.	Naktuinbouw, NL
<i>Thalictrum flavum</i> L.	Naktuinbouw, NL NIAB, UK
<i>Viburnum plicatum</i> Thunb.	Naktuinbouw, NL GEVES, FR

### Habilitation à l'initiative des offices d'examen

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, le conseil d'administration de l'OCV a habilité des offices d'examen pour de nombreux taxons botaniques pour lesquels ils avaient déclaré être compétents. Grâce à cette habilitation, une expertise est disponible dans l'UE, à des fins de protection communautaire, pour assurer des essais DHS sur plus de 800 taxons supplémentaires. Pour une grande majorité de ces taxons, aucune demande n'a encore été reçue.

#### Graphique 8

Évolution du nombre de taxons botaniques pour lesquels l'OCV a reçu des demandes (1995-2010)



#### 10.3.2.6. Participation aux salons internationaux

L'OCV considère que sa participation à des salons internationaux et aux journées portes ouvertes organisées par les offices d'examen est utile pour promouvoir le régime communautaire de protection des obtentions végétales, établir des contacts directs avec les demandeurs et fournir des informations aux obtenteurs. En 2010, l'Office a participé à trois salons.

- À la fin de janvier 2010, l'Office a pris part au salon «IPM» à Essen (Allemagne), partageant un stand avec des confrères du Bundessortenamt, l'office d'examen allemand. Bien que le salon soit ouvert à l'ensemble du secteur horticole, il se concentre plus particulièrement sur les espèces ornementales.
- Le Salon du Végétal, organisé à la fin de février à Angers (France), est un salon annuel essentiellement consacré aux obtenteurs de plantes ornementales. L'Office y participe régulièrement en coopération avec le GEVES, l'office d'examen français.
- Le salon néerlandais Horti Fair, qui se tient chaque année au mois d'octobre à Amsterdam, est un autre événement du secteur ornemental auquel participe régulièrement l'Office, partageant un stand avec le Naktuinbouw.



IPM 2010, Essen, Allemagne



IPM 2010, Essen, Allemagne

## 10.4. Agents de liaison techniques

L'OCW s'efforce d'entretenir une relation de travail étroite et efficace avec ses offices d'examen et les offices nationaux des États membres. Par conséquent, en 2002, l'Office a officiellement mis en place un réseau d'agents de liaison responsables au niveau technique dans les États membres, à savoir les «agents de liaison techniques». Ces agents de liaison jouent un rôle déterminant dans les relations entre l'Office et ses offices d'examen.

Les principes suivants s'appliquent:

- les agents de liaison techniques sont désignés par le membre habilité du conseil d'administration;
- chaque État membre dispose d'un seul agent de liaison technique;
- les changements d'agents de liaison techniques sont communiqués à l'OCW par l'intermédiaire du membre habilité du conseil d'administration.

Le rôle de l'agent de liaison technique peut en général être défini comme celui de point de contact pour l'Office à un niveau technique. Cela signifie notamment que:

- les invitations à la réunion annuelle des offices d'examen sont adressées en premier lieu à l'agent de liaison technique. Si celui-ci n'assiste pas à la réunion en personne, il communique à l'OCW le nom de la personne qui s'y rendra;
- les invitations aux groupes d'experts au niveau technique sont adressées en premier lieu à l'agent de liaison technique chargé de la nomination à l'OCW de l'expert concerné. Lorsqu'un groupe a été établi, les communications et les invitations ultérieures sont directement adressées à l'expert désigné;
- l'agent de liaison technique est la personne chargée, à l'échelon national, de la diffusion des informations ayant une pertinence technique en ce qui concerne le régime de protection communautaire des obtentions végétales dans son pays ou au sein de son administration, à savoir informer les collègues (experts en culture) des conclusions dégagées lors de la réunion annuelle des offices d'examen, etc.;

- les études techniques, qui sont envoyées par l'OCW pour collecter des informations, sont communiquées aux agents de liaison techniques. Citons à titre d'exemple:
  - les procédures relatives aux nouvelles espèces, pour préparer la proposition au conseil d'administration en vue de la nomination des offices d'examen,
  - les questionnaires relatifs aux dates de clôture, aux exigences de qualité, aux essais relatifs aux organismes génétiquement modifiés (OGM), etc.;
- pour ce qui est des communications techniques générales, l'Office contacte d'abord les agents de liaison techniques, de manière qu'il soit possible de discuter d'un problème spécifique (concernant une variété, par exemple) en premier lieu au niveau de l'expert en culture de l'office d'examen et de l'expert concerné au sein de l'OCW.

La version actualisée de la liste des agents de liaison techniques habilités (au 31 décembre 2010) est présentée ci-après:

John Austin	Executive Agency of Variety Testing Ministry of Agriculture and Forestry Field Inspection and Seed Control Bulgarie
Bronislava Bátorová	UKSUP Central Controlling and Testing Institute in Agriculture Variety Testing Department Slovaquie
Julia Borys	Coboru Centralny Ośrodek Badania Odmian Roślin Uprawnych Pologne
John Claffey	Department of Agriculture Fisheries and Food Office of the Controller of Plant Breeders' Rights Irlande
Elena Craita Checiu	State Office for Inventions and Trademarks Roumanie
Paula Cruz de Carvalho	DGADR Direcção-Geral de Agricultura e Desenvolvimento Rural Divisão de Sementes, Variedades e Recursos Genéticos Portugal
Maureen Delia	Seeds and Other Propagation Material Unit Plant Health Department Rural Affairs and Paying Agency Division Ministry of Rural Affairs and the Environment Malte
Gerhard Deneken	Ministry of Food, Agriculture and Fisheries Plant Directorate Department of Variety Testing Danemark

Krieno Fikkert	Raad voor Plantenrassen Pays-Bas
Barbara Fűrnweger	Bundesamt für Ernährungssicherheit Autriche
Zsuzanna Füstös	Central Agricultural Office Hongrie
Primoz Grižon	Ministry of Agriculture, Forestry and Food Phytosanitary Administration of the Republic of Slovenia Slovénie
Joël Guiard	GEVES Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences France
Sigita Juciuvienė	Lithuanian State Plant Varieties Testing Centre Lituanie
Sofija Kalinina	Ministry of Agriculture of the Republic of Latvia Seed Control Department Lettonie
Paivi Mannerkorpi	Commission européenne Direction générale de la santé et des consommateurs Unité 1 — Biotechnologies et santé des végétaux Belgique
Kyriacos Mina	Ministry of Agriculture, Natural Resources and Environment Agricultural Research Institute Chypre
Kaarina Paavilainen	KTTK Plant Production Inspection Centre Seed Testing Department Finlande
Eha Puusild	Estonian Agricultural Board Variety Department Estonie
Mara Ramans	PVRO Plant Variety Rights Office Department for Environment Food and Rural Affairs (DEFRA) Royaume-Uni
Beate Rücker	BSA Bundessortenamt Allemagne
Radmila Safarikova	UKZUZ Central Institute for Supervising and Testing in Agriculture Fruit Testing Station République tchèque
Luis Salaices Sánchez	OEVV Oficina Española de Variedades Vegetales Ministerio de Medio Ambiente y Medio Rural y Marino Espagne

Achilios Sotiriou	Ministry of Rural Development and Food Variety Research Institute of Cultivated Plants Grèce
Karin Sperlingsson	Statens Utsädeskontroll Suède
Domenico Strazzulla	MIPAF Ministero delle Politiche Agricole e Forestali Dipartimento della Qualità dei Prodotti Agroalimentari e dei Servizi Italie
Camille Vanslebrouck	OPRI Office de la propriété intellectuelle Belgique
Marc Weyland	Administration des services techniques de l'agriculture Service de la production végétale Luxembourg

## 10.5. Experts externes participant aux essais DHS

Le conseil d'administration de l'Office communautaire des variétés végétales a approuvé la participation d'experts externes à la réalisation des essais DHS, pour autant que certaines conditions relatives à la mise en place d'un tel système soient remplies. L'Office a mené une enquête auprès de ses offices d'examen, leur demandant des informations sur les procédures, le rôle et la composition de ces panels d'experts externes. Ces experts, également appelés «walking reference collection», donnent des conseils aux examinateurs, principalement sur le choix des variétés de référence. La décision finale sur la conformité reste toutefois de la compétence de l'office d'examen. Actuellement, les offices d'examen du Danemark, de France, des Pays-Bas et du Royaume-Uni font appel à des experts externes. L'Office a publié sur la page d'accueil de son site internet les noms de ces experts externes, ainsi que les espèces sur lesquelles ils donnent des conseils et les règles qu'ils doivent respecter.



## 10.6. Programme multibénéficiaire sur la participation de l'Albanie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, de la Croatie, de la Serbie et de la Turquie au régime de PCOV

Depuis 2006, l'OCVW participe au «programme multibénéficiaire» visant à préparer les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne. Ce programme a été conçu au départ pour la Croatie et la Turquie, avant d'être étendu, en 2008, à l'ancienne République yougoslave de Macédoine et, en 2009, à tous les pays de la région des Balkans occidentaux. L'Albanie et la Serbie ont manifesté leur intérêt pour une participation à ses activités à partir de 2009.

Dans le cadre de ce programme, des représentants des autorités nationales de protection des obtentions végétales ont été invités à participer aux réunions d'experts en culture régulièrement organisées à l'OCVW. Par ailleurs, des experts des pays candidats ont été formés au sein des offices d'examen travaillant déjà pour le compte de l'OCVW. Des experts européens se sont également chargés de la formation du personnel des pays candidats.

Les ateliers et séminaires sont adaptés à la situation propre à chaque pays. Alors que, pour les derniers pays candidats, les activités étaient axées sur la réalisation d'enquêtes et sur les questions fondamentales, les experts des pays expérimentés ont reçu une formation spécialisée, notamment sur la méthode d'évaluation GAÏA, qui a été enseignée aux experts croates.

En ce qui concerne justement la Croatie, les activités du programme ont aidé les autorités nationales à s'aligner sur le système communautaire de protection des obtentions végétales, et il convient de souligner, pour illustrer le succès du programme, que, en 2010, la première activité de formation destinée aux autres pays candidats a eu lieu dans ce pays.



Foire Tarla Günleri, mai 2010, Turquie

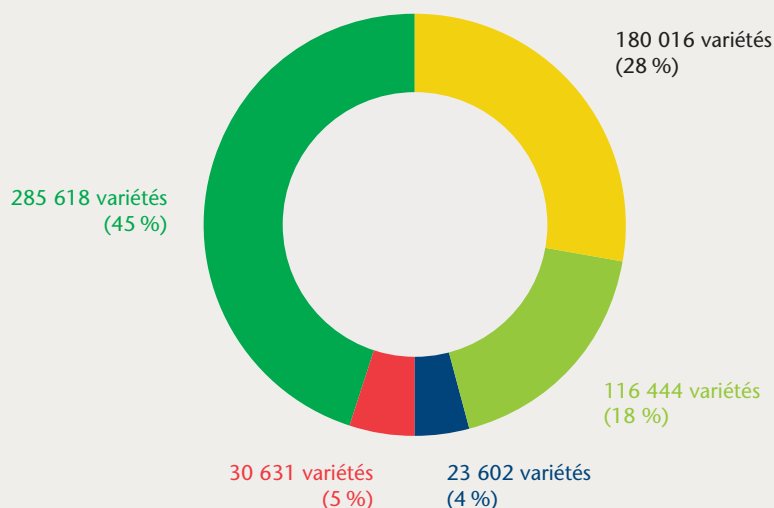
# 11. DÉNOMINATIONS VARIÉTALES

## 11.1. Base de données centralisée sur les dénominations variétales

En 2005, l'Office a lancé une base de données en ligne équipée d'un moteur de recherche afin d'évaluer la similarité entre différentes propositions de dénominations variétales. Actuellement, la base de données contient plus de 600 000 dénominations provenant de listes d'inscription nationales et de registres de protection des obtentions végétales de l'UE et des États membres de l'UPOV. Elle contient également le registre des variétés ornementales commercialisées au sein du système d'enchères des Pays-Bas. Le graphique ci-après donne une vue d'ensemble du contenu de la base de données, par secteur de culture.

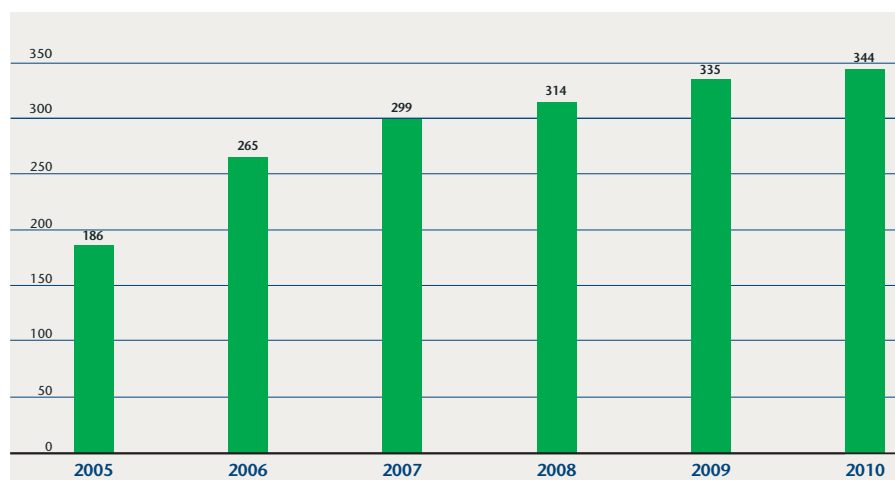
### Contenu de la base de données, par secteur de culture

- Espèces ornementales
- Espèces potagères
- Secteur de culture indéfini
- Espèces fruitières
- Espèces agricoles



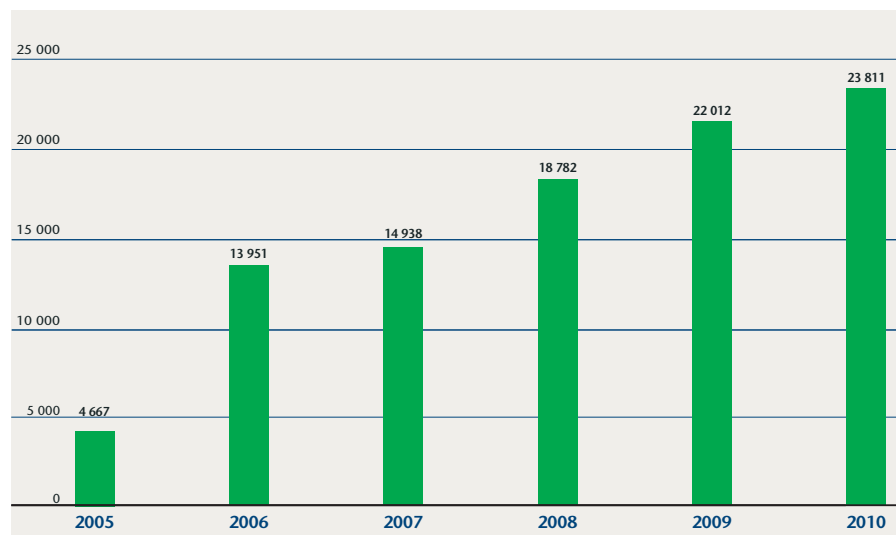
L'Office met en permanence la base de données à jour, en y ajoutant les nouvelles contributions; le graphique présenté ci-après illustre l'évolution du nombre de contributions reçues depuis le lancement du projet. En 2010, de nouvelles contributions ont été reçues à l'égard des variétés fruitières éligibles pour une commercialisation au niveau national dans les pays où de telles listes existent.

### Évolution du nombre de contributions reçues depuis 2005



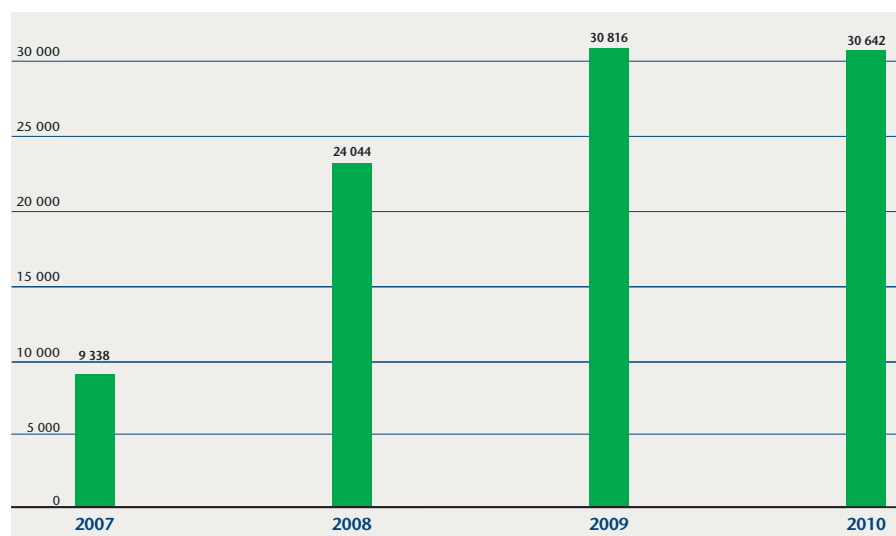
L'accès à la base de données est limité aux autorités nationales des États membres de l'UE, à la Commission européenne et à l'UPOV. Le graphique ci-après illustre l'évolution du nombre de tests effectués par les autorités nationales depuis 2005.

#### Évolution du nombre de tests effectués par les autorités nationales depuis 2005

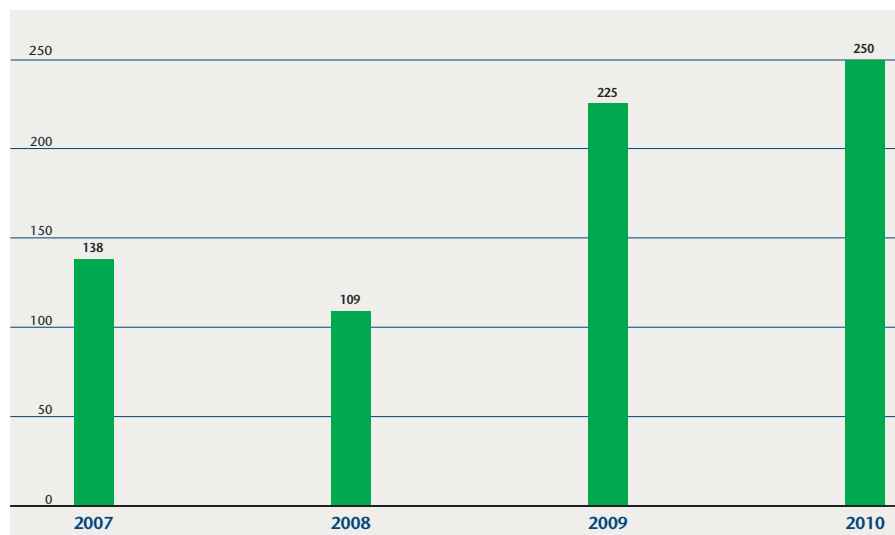


Depuis 2007, une nouvelle version du site internet offre également aux demandeurs et à leurs mandataires basés dans l'UE la possibilité d'effectuer préalablement des tests de similarité sur les propositions de dénominations. Comme l'illustrent les deux graphiques ci-après, de plus en plus de tests sont réalisés par un nombre croissant de demandeurs et de mandataires.

#### Évolution du nombre de tests effectués par les demandeurs et les mandataires depuis 2007



**Évolution du nombre  
de demandeurs  
et de mandataires ayant utilisé  
la base de données depuis 2007**



En 2010, la section relative à la jurisprudence a été développée. Elle contient une sélection de décisions rendues par le comité des dénominations variétales de l'Office, dans le but d'illustrer la mise en œuvre des lignes directrices du conseil d'administration à ce sujet. Tous les utilisateurs ont accès à cette section, dans laquelle un moteur de recherche leur permet de trouver des exemples en introduisant divers critères.

La base de données centralisée sur les dénominations variétales est un outil largement utilisé. Elle représente une base commune permettant d'évaluer l'éligibilité des propositions de dénominations variétales dans l'UE et contribue à l'harmonisation des décisions.

## **11.2. Coopération en matière d'examen des dénominations**

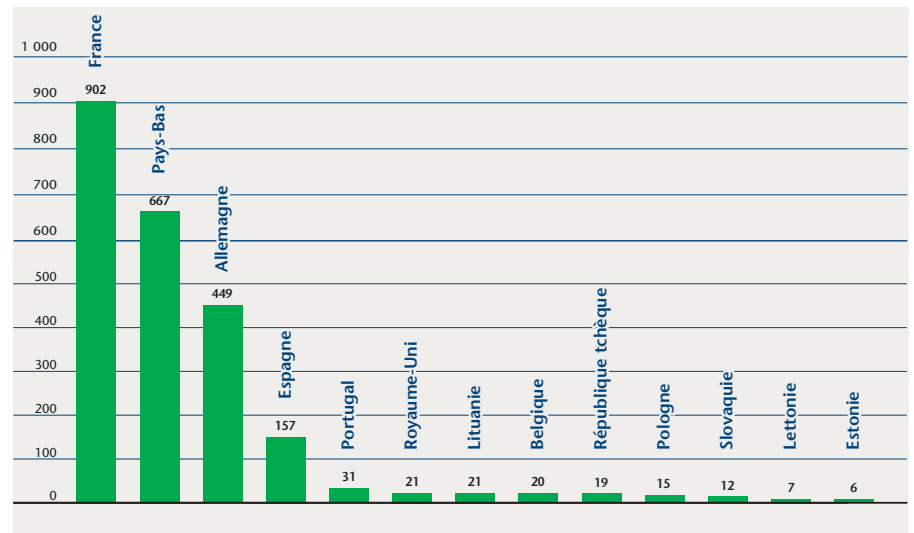
L'objectif de cette activité est d'améliorer l'harmonisation des décisions relatives à l'éligibilité des propositions de dénominations variétales à l'égard des titres de protection nationale des obtentions végétales et des procédures d'établissement de listes nationales ainsi qu'au niveau de l'OCW.

Les directives pertinentes pour la commercialisation des variétés agricoles et potagères dans l'UE renvoient d'ailleurs à l'article 63 du règlement (CE) n° 2100/94 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales. L'article 63 traite des critères d'éligibilité des propositions de dénominations variétales. La base juridique relative à l'éligibilité des dénominations variétales est donc unique. L'expérience a toutefois démontré que les demandeurs étaient parfois encore confrontés à des décisions incompatibles prises par différentes autorités au sujet de l'éligibilité des propositions de dénominations pour leurs variétés. C'est la raison pour laquelle l'Office a estimé qu'un système de coopération chargé de vérifier l'éligibilité des propositions de dénominations variétales assurerait une meilleure harmonisation des décisions.

L'Office a donc élaboré en 2009 ce nouveau projet de coopération en matière d'examen des dénominations variétales, qui a été mis en ligne au début de 2010. Les autorités nationales de l'UE ont aujourd'hui la possibilité de demander à l'OCW, en ligne, des conseils sur l'acceptabilité de leurs nouvelles propositions de dénominations. En cas d'avis divergents, des échanges de points de vue peuvent avoir lieu, mais la décision est de toute façon prise par l'autorité du pays dans lequel la demande d'enregistrement a été effectuée.

En 2010, plus de 2 300 avis ont été rendus et certains pays de l'UE ont utilisé régulièrement le système, comme l'indique le tableau présenté ci-après.

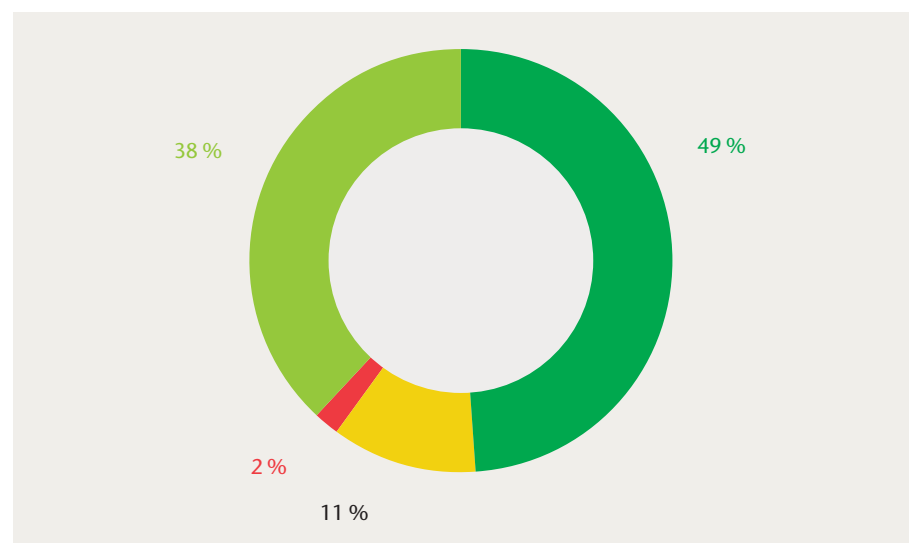
**Pays ayant soumis au moins cinq demandes d'analyse depuis le lancement du projet**



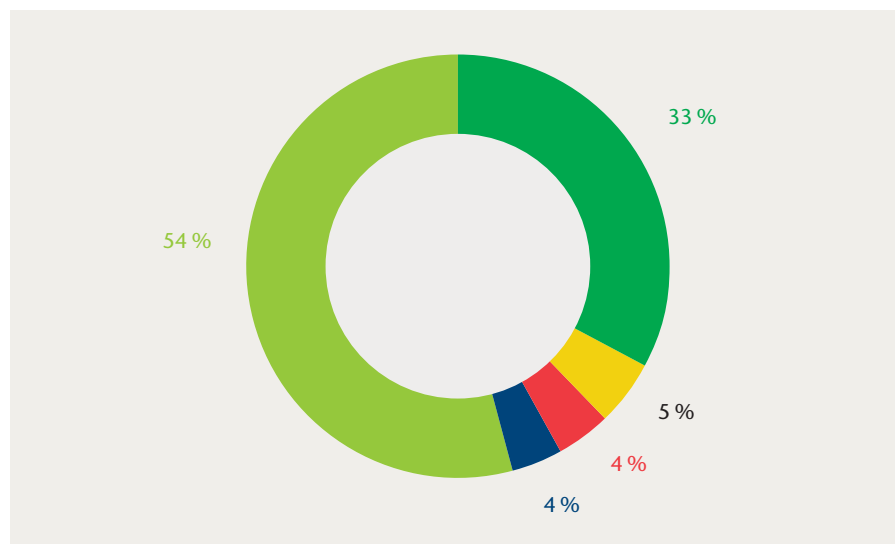
Plus d'un tiers des avis sont rendus le jour même et, au total, 85 % le sont en moins d'une semaine.

**Demandes d'analyse: temps de traitement global**

- Analyse totale en moins d'un jour ouvrable
- Analyse totale en 2 à 5 jours ouvrables
- Analyse totale en 6 à 10 jours ouvrables
- Analyse totale en 11 à 15 jours ouvrables



Jusqu'à présent, les demandes d'avis sont principalement soumises pour des variétés des secteurs agricole, potager et fruitier.



À l'avenir, ces demandes devraient augmenter dans le secteur fruitier, où l'inscription des nouvelles variétés fruitières avant commercialisation sera obligatoire dès le 1<sup>er</sup> octobre 2012, avec l'entrée en vigueur de la directive 2008/90/CE concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits.

On peut donc conclure que l'utilisation du système est encourageante en cette première année de fonctionnement, avec des avis rendus dans des délais brefs. L'Office voudrait souligner que d'autres formes de coopération ont également été mises en place, en particulier dans le secteur ornemental, avec des autorités comme, aux Pays-Bas, la Koninklijke algemeene vereniging voor bloembollencultuur (KAVB), responsable de l'enregistrement des espèces de bulbes, ou le Registratie en jurering in de sierteelt (VKC), qui s'occupe de l'inscription des variétés avant leur commercialisation dans le système de la vente aux enchères. Ces autorités ont accès à la base de données centralisée sur les dénominations variétales et échangent régulièrement des avis avec l'OCW au sujet de l'acceptabilité des propositions.

# 12. APPLICATION DU DROIT D'OBTENTEUR

## 12.1. Séminaires

Ces dernières années, l'Office a organisé des séminaires sur l'application du droit d'obtenteur de variétés végétales à Bruxelles, à Varsovie, à Madrid, à Sofia et à Bucarest. Un autre séminaire a eu lieu à Athènes en 2010. Des représentants d'autorités nationales, des juristes, des obtenteurs, des agriculteurs et des membres du personnel de l'Office y ont présenté différents aspects de l'application du droit communautaire des variétés végétales aux termes du droit de l'UE et de celui des États membres. Au vu des débats qui ont suivi ces présentations, ce sujet semble très prisé en Grèce, bien que ce pays n'ait pas encore mis en place de système national protégeant les nouvelles variétés végétales. Toutes les présentations effectuées pendant les séminaires ont été publiées sur le site internet de l'Office. Les organisations d'obteneurs ont manifesté leur intérêt pour ces séminaires, car, grâce à eux, les autorités nationales et d'autres parties prenantes font de ces thèmes importants leurs priorités. En 2010, il a été décidé d'organiser un séminaire sur l'application du droit d'obtenteur à Hambourg en 2011.

## 12.2. Semences de ferme

L'article 14 du règlement de base contient une dérogation à la portée des droits prévue à l'article 13, paragraphe 2, du règlement de base. Pour certaines espèces et dans certaines conditions, les agriculteurs peuvent utiliser les semences de variétés protégées, récupérées pendant la récolte, pour les ressemer à la saison suivante. L'expérience montre que les agriculteurs font pleinement usage de cette dérogation, mais que, dans de nombreux cas, ils ne versent aucune rémunération aux titulaires des variétés protégées. Cependant, la perception de la rémunération pour les semences de ferme se révèle plus efficace dans certains États membres que dans d'autres. C'est pourquoi l'Office a chargé le Dr Hans-Walter Rutz, du Bundessortenamt, de réaliser une étude sur la collecte de la rémunération des semences de ferme et sur les différences entre les États membres dans ce domaine. La conclusion de cette étude indique que le manque d'efficacité dans la perception des rémunérations s'explique principalement par les difficultés rencontrées par les titulaires pour obtenir les bonnes informations sur l'utilisation des semences de ferme. Un autre point soulevé dans les conclusions est que la définition des «petits agriculteurs» (exemptés de redevance pour l'utilisation des semences de ferme) est obsolète et difficile à appliquer.

À la suite de cette étude, l'Office a organisé en 2009 une réunion visant à analyser la situation, dans le but de déterminer s'il est possible d'améliorer la collecte d'informations sur l'utilisation des semences de ferme dans le cadre des règles actuelles ou s'il convient de modifier celles-ci. Ont participé à cette réunion des obtenteurs, des agriculteurs, des représentants des États membres et de la Commission ainsi qu'un avocat, qui a présenté les règles applicables et la manière dont elles ont été interprétées par la Cour de justice de l'Union européenne. Des exemples de systèmes de collecte d'informations efficaces ont été donnés, de même que des exemples de systèmes qui ne fonctionnent pas très bien. Lors



de la conclusion de la réunion, l'existence de problèmes d'information sur l'utilisation des semences de ferme a été confirmée, ainsi que la nécessité de modifier la législation actuelle.

Sur la base d'une proposition du président de l'Office, le conseil d'administration a décidé que l'Office devrait prendre l'initiative de créer un groupe de travail composé de représentants de toutes les parties prenantes concernées, afin d'analyser la manière dont la perception des rémunérations pour les semences de ferme pourrait être concrètement améliorée et s'il conviendrait de prendre des initiatives sur le plan législatif. L'Office a organisé en 2010 quatre réunions pour ce groupe de travail, au cours desquelles trois grandes questions ont été abordées: l'information sur l'utilisation des semences de ferme, la définition des «petits agriculteurs» et la signification de l'expression «dans leur exploitation». Les conclusions du groupe de travail seront présentées au conseil d'administration en 2011.

### 12.3. Base de données contenant les décisions de justice relatives à la protection des obtentions végétales

L'un des défis dans l'application du droit d'obtenteur est que la procédure légale peut se révéler assez complexe, de même que l'interprétation du droit dans ce domaine. L'étude de la jurisprudence est souvent utile au moment d'interpréter le droit et les instruments de procédure disponibles. C'est pourquoi l'Office a créé une base de données, disponible sur son site internet, contenant la jurisprudence des décisions rendues par les tribunaux de l'Union dans les affaires relatives aux droits des obtenteurs des variétés végétales. Les textes complets des arrêts, dans leur langue d'origine, ainsi qu'un résumé en anglais peuvent être téléchargés depuis cette base de données. Un moteur de recherche permettant de trouver plus facilement les décisions pertinentes est également disponible. En 2010, plusieurs nouveaux cas ont été ajoutés à la base de données. L'Office travaille avec un contributeur de chaque État membre qui lui fournit les dernières décisions. Le juriste belge Philippe de Jong a aidé l'Office à mettre au point la base de données et à créer le réseau de contributeurs.



Séminaire sur l'application du droit d'obtenteur, avril 2010, Athènes, Grèce



Séminaire sur l'application du droit d'obtenteur, avril 2010, Athènes, Grèce

# 13. DÉVELOPPEMENTS DANS LE DOMAINE INFORMATIQUE

En 2010, l'OCW a mis au point plusieurs outils destinés à un usage tant interne qu'externe.

## 13.1. Publications en ligne

Le président de l'Office a décidé en 2009 de lancer les développements informatiques nécessaires pour produire en interne trois publications de l'OCW au format électronique: le Bulletin officiel de l'Office, l'annexe au rapport annuel et l'édition spéciale S2 du Bulletin. Aux termes de cette décision, les versions imprimées de ces publications devraient s'arrêter une fois que celles-ci seront disponibles à la consultation ou au téléchargement via le site internet de l'OCW.

Depuis février 2010, le Bulletin officiel est publié sur le site internet de l'OCW tous les deux mois et l'annexe au rapport annuel l'est une fois par an; tous deux sont disponibles dans 22 langues officielles. L'édition spéciale S2 du Bulletin est passée d'une publication par an à six et est publiée tous les deux mois depuis octobre 2010. Le moteur de recherche S2 du site internet de l'OCW a été mis à jour.

L'OCW a profité de l'occasion pour apporter certaines améliorations à la présentation de ces publications et pour intégrer aux documents PDF certains outils de navigation qui rendront leur consultation plus conviviale.

Un système d'abonnement gratuit en ligne a été mis en place en octobre 2010. Les abonnés seront également informés de la parution des publications en ligne.

## 13.2. Demandes en ligne

En mars 2010, l'OCW a lancé son système de demandes en ligne permettant aux demandeurs et aux mandataires de remplir des formulaires électroniques et d'introduire électroniquement leurs demandes auprès de l'OCW.

Au départ, cinq questionnaires techniques ont été mis en ligne [pour *Rosa L.*, *Chrysanthemum L.*, *Solanum tuberosum L.*, *Lactuca sativa L.* et *Prunus persica (L.) Batsch*]. Un courrier électronique a été envoyé aux utilisateurs enregistrés pour leur expliquer cette nouvelle possibilité (tout en les informant du renforcement de la sécurité du système d'identification) et les nouveaux utilisateurs ont également pu s'abonner gratuitement au système à l'aide du nouveau module d'identification.

Les demandes en ligne sont étroitement intégrées au système d'information de l'OCW, rendant ainsi l'ensemble des données disponibles au format électronique.

Le nombre de demandes est en croissance constante depuis le lancement du système: de 3 demandes le premier mois, il a atteint 204 au total à la fin de 2010. En parallèle, le nombre de questionnaires techniques mis à la disposition des demandeurs en ligne

a atteint 48 à la fin de 2010, ce qui représente une couverture potentielle de 80 % du nombre total de demandes reçues chaque année.

### **13.3. Coopération en matière d'examen des dénominations variétales**

L'Office a élaboré un nouveau projet de coopération en matière d'examen des dénominations variétales, dans le but d'harmoniser, dans toute l'UE, la mise en œuvre des règles relatives à l'éligibilité des propositions des dénominations variétales. Les autorités nationales des États membres ont la possibilité de demander à l'OCVV, en ligne, des conseils sur l'acceptabilité de leurs nouvelles propositions de dénominations avant qu'elles soient publiées. Cet outil est opérationnel depuis février 2010; plusieurs milliers d'avis ont été fournis aux offices nationaux qui ont utilisé ce service en 2010. De nouvelles fonctions ont été ajoutées afin d'améliorer l'efficacité du système: désormais, les autorités nationales peuvent notamment ajouter à leur demande le nom de l'obteneur ainsi que la référence de l'obteneur relative à la dénomination faisant l'objet de cette demande.

### **13.4. Publication des descriptions officielles de variétés sur le site internet public de l'OCVV**

La décision d'octroi et la description officielle de la variété figurant dans les dossiers de l'OCW sont publiées sur le site internet public de l'Office. Ces documents sont mis en ligne une fois que l'octroi de la protection pour la variété a été publié au Bulletin officiel de l'OCW; ils sont extraits du système de gestion de contenu électronique (GCE) «Eversuite/Docman».

### **13.5. Échange de documents électroniques avec les offices d'examen de l'OCVV**

L'OCW et les offices d'examen ont reconnu l'utilité de développer de nouvelles fonctionnalités sur le site internet des agents de liaison techniques (espace à accès limité), afin de pouvoir publier des documents relatifs à l'organisation des examens techniques ou à la reprise de rapports par les offices d'examen (demandes, bons de commande et questionnaires techniques).

Ces documents sont extraits du système GCE Eversuite/Docman; seul peut y accéder l'office d'examen destinataire du bon de commande.

À chaque fois qu'un nouvel examen technique est organisé, l'office d'examen reçoit un courrier électronique qui contient un lien direct permettant de télécharger les documents.

Une période d'essai de ces nouvelles fonctionnalités commencera en février 2011. Une deuxième phase du projet visant à permettre les échanges d'informations dans l'autre sens (des offices d'examen vers l'OCW) a également été prévue.

# 14. COOPÉRATION AVEC LA DG SANTÉ ET CONSOMMATEURS

Les comités suivants sont organisés de manière plus ou moins régulière par la Commission européenne. Des agents de l'Office assistent à ces réunions en tant qu'observateurs, au cas où les points à l'ordre du jour présenteraient un intérêt pour l'Office.

## 14.1. Comité permanent de la protection communautaire des obtentions végétales

Ce comité ne s'est pas réuni en 2010.

## 14.2. Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers

Ce comité s'est réuni à sept reprises à Bruxelles en 2010, et des agents de l'Office ont assisté à quatre réunions.

Tout au long de l'année 2010, l'OCW s'est particulièrement intéressé aux thèmes suivants:

- les présentations et discussions de la Commission concernant le réexamen de la législation relative au matériel végétal;
- la discussion sur une proposition de directive de la Commission modifiant les directives 2003/90/CE et 2003/91/CE de la Commission établissant les modalités d'application de l'article 7 de la directive 2002/55/CE du Conseil en ce qui concerne les caractères devant être couverts au minimum par l'examen et les conditions minimales pour l'examen de certaines variétés d'espèces de légumes;
- la suite de la discussion sur un projet de proposition de la Commission concernant l'admission des races primitives et variétés menacées d'érosion génétique à des fins de commercialisation;
- la discussion concernant un programme ultérieur d'essais comparatifs communautaires;
- les débats relatifs à l'accord conclu entre la Communauté européenne et la Suisse au sujet du commerce de produits agricoles;
- les discussions sur le programme de travail de la Commission pour 2011.

Il convient en outre de noter que l'Office a présenté le système de protection communautaire des obtentions végétales dans la section des matériels forestiers de reproduction.

## 14.3. Comité permanent pour les matériels de multiplication des plantes ornementales

Ce comité ne s'est pas réuni en 2010.

## **14.4. Comité permanent pour les matériels de multiplication des plantes de genres et espèces de fruits**

Ce comité s'est réuni à deux reprises en 2010. L'OCW a participé aux deux réunions. L'Office s'est intéressé aux thèmes suivants:

- la suite de la discussion sur d'éventuelles mesures d'application de la directive 2008/90/CE du Conseil;
- la suite de la discussion sur l'éventuelle adoption d'un système de certification pour les matériels de multiplication de plantes fruitières et les plantes fruitières.

L'Office a également pris part à deux groupes de travail organisés par la Commission dans le but d'élaborer des projets de propositions relatives aux modalités d'application susmentionnées.

## **14.5. Groupes de travail du Conseil**

Invité par la DG Santé et consommateurs à intégrer la représentation de la Commission européenne, l'OCW a participé à deux groupes de travail préparatoires du Conseil:

- coordination des réunions de l'UPOV (conseil, comité consultatif et comité administratif et juridique);
- préparation des prochaines réunions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (régimes pour la certification variétale des semences échangées au niveau international).

# 15. CONTACTS AVEC LES ORGANISATIONS EXTERNES

## 15.1. Contacts avec la Ciopora et l'ESA

L'OCW entretient des relations étroites avec les deux organisations d'obteneurs de variétés végétales, qui représentent les utilisateurs de notre système: la Communauté internationale des obtenteurs de plantes ornementales et fruitières à reproduction asexuée (Ciopora) et la European Seed Association (ESA) qui représente les obtenteurs de variétés agricoles et potagères au niveau européen. Les représentants des deux organisations prennent part à toutes les réunions d'experts techniques pertinentes organisées par l'Office, ainsi qu'à son programme de recherche et de développement. La Ciopora et l'ESA participent activement et contribuent aux séminaires et ateliers organisés par l'OCW pour diffuser des informations sur tous les aspects du régime de protection communautaire des obtentions végétales.

Afin de permettre aux deux organisations de faire connaître leurs points de vue sur les questions devant être examinées par le conseil d'administration, une délégation de l'OCW et du conseil d'administration avait l'habitude de se réunir avec des représentants de la Ciopora et de l'ESA peu de temps avant chaque réunion du conseil d'administration. Toutefois, le conseil d'administration ayant décidé, lors de sa réunion d'octobre, d'accorder le statut d'observateur aux deux organisations, ces réunions préalables n'ont plus lieu d'être. Cela ne signifie pas pour autant que la direction de l'OCW ne restera pas en contact régulier avec les deux organisations en dehors du cadre formel des réunions du CA.

Au cours de l'année visée par le présent rapport, l'OCW a assisté aux réunions annuelles de la Ciopora et de l'ESA, qui se sont tenues respectivement à Séville (Espagne) et à Bruxelles (Belgique).

## 15.2. Contacts avec l'UPOV

L'OCW participe aux activités de l'UPOV depuis 1996. En juillet 2005, la Communauté européenne est devenue membre de l'UPOV.



Réunion avec la Ciopora, Hambourg, Allemagne



En tant que membres de la délégation de l'Union européenne, les agents de l'OCW ont participé en 2010 aux travaux de l'UPOV et assisté aux réunions des instances et comités suivants de l'Union internationale:

- conseil de l'UPOV;
- comité administratif et juridique;
- comité technique;
- comité consultatif;
- comité éditorial élargi;
- groupes de travail techniques [plantes agricoles, plantes potagères, plantes fruitières, plantes ornementales et arbres forestiers, groupe de travail sur les méthodes biochimiques et moléculaires, notamment les profils ADN (BMT)];
- groupe consultatif du comité administratif et juridique.

En juin 2010, l'OCW a accueilli, à Angers, le vingt-huitième groupe de travail technique sur les systèmes d'automatisation et les programmes informatiques (TWC).

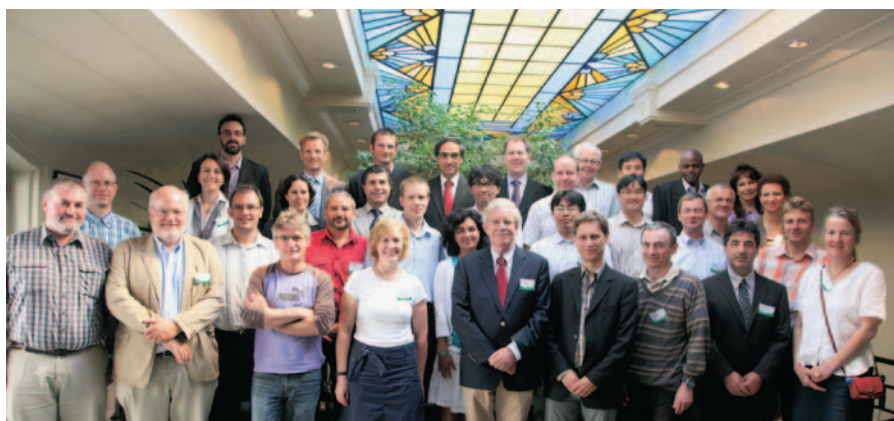
L'OCW a également collaboré au cycle de formation destiné aux pays d'Amérique latine et consacré à la protection des droits des obtenteurs de variétés végétales, organisé par l'UPOV, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et les autorités espagnoles à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie) au mois de décembre.

Le vice-secrétaire général de l'UPOV participe à la plupart des réunions du conseil d'administration de l'OCW. Le personnel de direction de l'UPOV assiste également régulièrement aux réunions d'experts ou aux groupes de travail organisés par l'OCW qui traitent des aspects techniques et juridiques revêtant un intérêt commun.

En octobre 2004, l'OCW a signé un protocole d'accord avec l'UPOV portant sur un programme de coopération. Dans ce cadre, l'OCW a échangé des informations avec l'UPOV lors du développement de sa base de données centralisée sur les dénominations variétales afin d'assurer la compatibilité avec la base de données existante sur les variétés végétales de l'UPOV (UPOV-ROM). Les deux bases de données contiennent des



Réunion annuelle UPOV-TWC, juin 2010, Angers



Réunion annuelle UPOV-TWC, juin 2010, Angers



informations sur les variétés végétales pour lesquelles une protection a été octroyée ou qui font l'objet d'une demande de protection, de même que sur celles qui sont intégrées dans les listes nationales des variétés à des fins de commercialisation. Une réunion avec une délégation de l'UPOV a été organisée en décembre à Angers, afin de discuter de questions ayant trait à l'acceptabilité des dénominations variétales.

La base de données centralisée de l'OCW repose sur un système de codes attribués aux noms botaniques qui sont arrêtés par l'UPOV. Depuis sa mise en service en juillet 2005, l'Office et l'UPOV mettent largement en commun leurs données respectives, l'UPOV recueillant des données auprès de pays membres de l'UPOV mais non membres de l'UE, tandis que l'Office compile les données en provenance de l'UE. L'OCW a collaboré avec l'UPOV à l'attribution des codes aux noms d'espèces des variétés de l'UPOV-ROM.

Plusieurs régions du monde regroupant des membres de l'UPOV, telles que l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, commencent à s'intéresser aux aspects précis et aux résultats des régimes de protection des variétés végétales de dimension régionale ainsi qu'à l'expérience acquise en la matière. Il est fréquent que l'OCW envoie des intervenants dans les colloques et séminaires techniques organisés par l'UPOV.

### **15.3. Contacts avec l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)**

L'OAPI, organisation intergouvernementale établie à Yaoundé (Cameroun), veille à l'application de la convention de Bangui qui a institué un système régional de protection des droits de propriété intellectuelle dont fait partie la protection des obtentions végétales. Elle est, de ce fait, particulièrement intéressée par l'expérience acquise par l'OCW dans la gestion d'un système communautaire.

Le président de l'Office et le directeur général de l'OAPI ont conclu un protocole d'accord établissant le cadre d'une future coopération. La décision du conseil d'administration de l'OAPI de rendre le système de protection du droit d'obtenteur opérationnel en 2006 et sa mise en œuvre offriront de multiples occasions de coopérer dans plusieurs domaines d'activité.

Des publications sont régulièrement échangées.

Au mois de juillet de l'année visée par le présent rapport, le vice-président de l'OCW a participé à un séminaire organisé par l'OAPI sur la protection des variétés végétales, dans le cadre de la convention de l'UPOV qui s'est tenue à Douala (Cameroun).

## 15.4. Contacts avec l'OCDE

L'OCW suit de près les activités de l'OCDE dans le secteur des semences et des variétés végétales. Le vice-président de l'OCW a assisté à la réunion du groupe consultatif élargi, organisée à Paris en novembre 2010.

## 15.5. Autres contacts

L'OCW entretient des contacts externes réguliers en participant aux réunions organisées par:

- la direction générale des ressources humaines et de la sécurité de la Commission: questions liées à la mise en œuvre du statut du personnel;
- la direction générale du budget de la Commission: mise en œuvre du nouveau règlement financier et de la fonction d'audit interne.

D'autres domaines d'activités extérieures peuvent également être mentionnés, notamment:

- les comités permanents pertinents de la Commission européenne;
- le conseil d'administration du Centre de traduction;
- la coordination des agences de l'UE au niveau de la direction;
- la réunion annuelle de coordination de l'Office des publications avec les agences de l'UE;
- les réunions des délégués à la protection des données des agences de l'UE.

# 16. ACCÈS DU PUBLIC AUX DOCUMENTS DE L'OCVV

En 2001, des règles spécifiques relatives à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission ont été instaurées par l'adoption du règlement (CE) n° 1049/2001 <sup>(1)</sup>. Afin que cette réglementation s'applique également aux documents de l'Office, un nouvel article, l'article 33 *bis*, a été ajouté en 2003 au règlement de base par l'adoption du règlement (CE) n° 1650/2003 <sup>(2)</sup>.

L'article 33 *bis* comporte les éléments suivants:

- le règlement (CE) n° 1049/2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission s'applique également aux documents détenus par l'Office. Cette disposition est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2003;
- le conseil d'administration arrête les modalités pratiques d'application du règlement (CE) n° 1049/2001. Le conseil d'administration a adopté ces modalités le 25 mars 2004. Ces règles sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2004;
- les décisions prises par l'Office concernant l'accès du public aux documents peuvent faire l'objet d'une plainte auprès du Médiateur européen ou d'un recours devant la Cour de justice.

Le règlement (CE) n° 1049/2001 et les règles adoptées par le conseil d'administration sont disponibles sur le site internet de l'Office, de même que des informations sur ces règles, ainsi que les formulaires de demande d'accès.

L'Office assure le suivi de la mise en œuvre et de l'application des règles régissant l'accès du public aux documents en produisant un rapport annuel sur des informations telles que le nombre de cas où l'Office a refusé cet accès et les motifs de ces refus.

Année de réception	Nombre de demandes d'accès reçues	Nombre de refus	Raisons du refus	Demandes de confirmation
2004	30	6 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2005	55	2 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2006	58	6 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2007	55	17 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	2 (réussies)
2008	57	19 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	
2009	54	28 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées/ photos non disponibles	2 (réussies)
2010	63	29 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées/ photos non disponibles	1 (non réussie)

(1) Règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, JO L 145 du 31.5.2001, p. 43.

(2) Règlement (CE) n° 1650/2003 du Conseil du 18 juin 2003 modifiant le règlement (CE) n° 2100/94 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales, JO L 245 du 29.9.2003, p. 28.

# 17. RAPPORT DU DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES DE L'OCVV

## 17.1. Contexte juridique

Le règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données a été adopté dans le but de se conformer à l'article 286 du traité instituant la Communauté européenne. Cet article dispose en effet que les actes communautaires relatifs à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données sont applicables aux institutions et organes de l'UE.

Le traitement des données a une signification relativement vaste et n'implique pas seulement le transfert des données à des tiers, mais aussi la collecte, l'enregistrement et le stockage des données, que ces opérations se fassent ou non par voie électronique.

## 17.2. Rôle et tâches du délégué à la protection des données

Le règlement (CE) n° 45/2001 exige la nomination d'au moins un délégué à la protection des données au sein des institutions et agences de l'UE, lequel doit garantir, de manière indépendante, l'application interne des dispositions du règlement.

Le délégué à la protection des données tient un registre de toutes les opérations de traitement des données à caractère personnel au sein des institutions ou agences et fournit des informations sur les droits et obligations, propose des services et formule des recommandations. Celui-ci notifie au Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) les opérations de traitement susceptibles de présenter des risques particuliers et répond aux demandes du Contrôleur.

Par décision du président du 24 avril 2009, la déléguée à la protection des données de l'OCVV a été désignée pour un mandat de trois ans. En 2010, en l'absence de la déléguée à la protection des données, un remplaçant a été nommé pour assumer ce rôle pendant neuf mois. Durant les deux derniers mois de 2010, un stagiaire a été recruté dans le service juridique afin, notamment, d'assister la déléguée à la protection des données pour l'application des règles relatives à la protection des données à caractère personnel.

### 17.3. Rapport de la déléguée à la protection des données pour 2010

En 2010, la déléguée à la protection des données a suivi le programme de travail défini l'année précédente:

- mise à jour du registre des opérations de traitement contenant les procédures de l'OCW dans lesquelles des données à caractère personnel sont traitées. À la fin de 2010, ce registre contenait 15 notifications et 15 notifications de contrôle préalable;
- mise à jour de l'inventaire du traitement des données à caractère personnel;
- soumission de notifications préalables au CEPD;
- organisation de réunions internes avec les contrôleurs responsables du traitement des données à caractère personnel;
- élaboration de plusieurs communications sur la protection des données qui ont été diffusées sur le site internet et sur l'intranet de l'OCW.

Malheureusement, en 2010, la déléguée à la protection des données n'a pas pu participer aux réunions des délégués à la protection des données organisées par le CEPD et les délégués à la protection des données des autres institutions et agences de l'UE.

# 18. PROCÉDURES DE RECOURS

## 18.1. Composition de la Chambre de recours de l'OCVV

La Chambre de recours de l'OCVV se compose d'un président, d'un suppléant du président ainsi que de membres qualifiés.

### 18.1.1. Président et suppléant du président de la Chambre de recours

Le président de la Chambre de recours, M. Paul van der Kooij, a été nommé pour un mandat de cinq ans par la décision 2007/858/CE du Conseil du 17 décembre 2007 (JO L 337 du 21.12.2007, p. 105). Son suppléant, M. Timothy Millett, a été nommé par la même décision, mais a démissionné en juillet 2010. Une procédure est en cours afin de nommer un nouveau suppléant; elle sera finalisée dans le courant de l'année 2011.

### 18.1.2. Membres qualifiés de la Chambre de recours

Conformément à la procédure prévue à l'article 47, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 2100/94, le conseil d'administration de l'OCVV a, lors de sa session des 14 et 15 mars 2006, adopté la liste suivante des membres qualifiés pour la Chambre de recours pour une période de cinq années à compter du 23 février 2006.

#### Liste des membres qualifiés pour la période 2006-2011

- |                                |   |
|--------------------------------|---|
| 1. Andersen, Preben Veilstrup  | 23. Laurens, François                           |
| 2. Balzanelli, Sergio          | 24. López-Aranda, José Manuel                   |
| 3. Barendrecht, Cornelis Joost | 25. Margellos, Théophile                        |
| 4. Beslier, Stéphane           | 26. Menne, Andrea                               |
| 5. Bianchi, Pier Giacomo       | 27. Mijs, Jan Willem                            |
| 6. Bianchi, Richard            | 28. Millett, Timothy                            |
| 7. Blouet, Françoise           | 29. Oliviusson, Peter                           |
| 8. Bonne, Sophia               | 30. Patacho, Rosa Hermelinda Vieira Martins     |
| 9. Borrini, Stefano            | 31. Pause, Christof Frank                       |
| 10. Bould, Aubrey              | 32. Perracino, Mauro                            |
| 11. Bra, Maria                 | 33. Petit-Pigeard, Roland                       |
| 12. Brand, Richard             | 34. Pinheiro de Carvalho, Miguel Ângelo Almeida |
| 13. Calvache Quesada, David    | 35. Reheul, Dirk                                |
| 14. Chanzá Jordán, Dionisio    | 36. Riechenberg, Kurt                           |
| 15. Chartier, Philippe         | 37. Roberts, Timothy Wace                       |
| 16. Csurös, Zoltán             | 38. Rofes I Pujol, Maria Isabel                 |
| 17. Del Rio Pascual, Amparo    | 39. Rosa-Perez, José-Manuel                     |
| 18. Gresta, Fabio              | 40. Royon, René                                 |
| 19. Guiard, Joël               | 41. Rücker, Beate                               |
| 20. Guissart, Alain            | 42. Russo, Pietro                               |
| 21. Köller, Michael            | 43. Santangelo, Enrico                          |
| 22. Kralik, Andrej             |   |

- |                            |                             |
|----------------------------|-----------------------------|
| 44. Scott, Elizabeth       | 49. Van Marrewijk, Nico     |
| 45. Siboni, Eugenio        | 50. Van Overwalle, Geertrui |
| 46. Turrisi, Rosario Ennio | 51. Veiga da Cruz de Sousa, |
| 47. Ullrich, Hanns         | Pedro António               |
| 48. van der Kooij, Paul    | 52. Wiesner, Ivo            |

## 18.2. Décision de la Chambre de recours en 2010

La Chambre de recours ne s'est pas réunie en 2010, mais a néanmoins rendu une décision concernant le recours A018/2008 par procédure écrite (sans audition) le 15 mars 2010.

### 18.2.1. Recours A018/2008 — «Razymo»

#### Description

Le 10 novembre 2008, l'OCW a octroyé, par décision n° 23653, une protection communautaire d'obtention végétale à la variété «Razymo» de l'espèce *Lycopersicon esculentum* Mill.

Le 25 novembre 2008, l'Asociación de Semilleros Hortícolas (Asehor) a formé opposition à l'encontre de l'octroi de cette protection. Le 28 novembre 2008, l'OCW a fait savoir à Asehor qu'il était impossible de former opposition une fois qu'un titre de protection a été octroyé, mais qu'elle pouvait néanmoins former un recours à l'encontre de la décision octroyant le titre en question. L'OCW a demandé à Asehor si elle souhaitait entamer une telle action.

Le 15 février 2009, la décision n° 23653 de l'OCW a été publiée au Bulletin officiel. Le délai imparti pour introduire un recours à l'encontre de cette décision a dès lors été fixé au 15 avril 2009.

Le 15 avril 2009, n'ayant reçu aucune réponse, l'OCW a envoyé à Asehor un courrier électronique lui demandant de l'informer de ses intentions concernant le recours et lui rappelant la nécessité de s'acquitter de la taxe de recours et d'envoyer les motifs dans les délais impartis, c'est-à-dire avant un mois pour le premier tiers de la taxe et avant le 15 juin 2009 pour les deux tiers restants de la taxe de recours et les motifs. L'OCW a rappelé à plusieurs reprises à Asehor ces obligations et délais.

Le 22 juin 2009, Asehor a versé 500 euros à l'OCW, soit un tiers de la taxe de recours. Le 1<sup>er</sup> juillet 2009, Asehor a confirmé à l'OCW que son document du 25 novembre 2008 devait être considéré comme constituant les motifs de son recours. Enfin, le 18 août 2009, à la suite d'une nouvelle demande de l'OCW, Asehor a payé les deux tiers restants de la taxe de recours.

À la demande de la Chambre de recours, les parties ont accepté d'abandonner leur droit à être entendues dans le cadre d'une audition et consenti à ce que la Chambre de recours rende une décision écrite.



### Arguments des parties

Rijk Zwaan et l'OCW ont fait valoir que le recours était irrecevable, car il avait été introduit trop tardivement et parce qu'Asehor n'était pas directement et individuellement concernée par la décision attaquée au sens de l'article 68 du règlement (CE) n° 2100/94.

Asehor a maintenu que son recours avait été introduit en temps voulu et de manière régulière et que la taxe de recours avait également été payée conformément aux instructions de l'OCW. Asehor prétendait également être, de plein droit, directement et individuellement concernée par la décision n° 23653 octroyant le droit de protection communautaire contesté, en cela que l'octroi d'un droit à une personne limite inévitablement les droits des autres. Enfin, sur le fond, Asehor a avancé que la variété en question ne pouvait faire l'objet d'une protection communautaire, car elle ne répondait pas au critère de nouveauté au sens de l'article 10, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 2100/94, en cela qu'elle avait été vendue ou cédée dans l'Union depuis plus d'un an avant la date de la demande de protection communautaire.

Sur le fond, Rijk Zwaan a contesté les allégations d'Asehor au sujet du critère de nouveauté: Asehor n'avait en effet fourni aucune preuve du prétendu transfert de semences en juillet 2006. La première vente commerciale et livraison de semences de cette variété ont été faites à l'entreprise espagnole Biotechveg SA le 20 avril 2007.

### Décision de la Chambre de recours

L'OCW a considéré à juste titre la lettre d'Asehor du 25 novembre 2008 comme une opposition et non pas comme un recours. L'OCW n'est pas habilitée à transformer de son propre chef une objection qui lui est adressée par une tierce personne en un recours. Il incombe uniquement à la personne concernée de prendre les mesures nécessaires à cet effet.

Asehor avait déjà dépassé le délai imparti lorsqu'elle a informé l'OCW de sa volonté d'introduire un recours en payant le premier tiers de la taxe. Elle avait également dépassé le délai imparti lorsqu'elle a informé l'OCW que son courrier électronique du 25 novembre 2008 devait être considéré comme constituant les motifs du recours. Le recours a donc été considéré comme irrecevable.

Toutefois, la Chambre de recours a estimé que les lettres envoyées par l'OCW laissaient implicitement entendre qu'un recours serait formé dès lors que la taxe serait payée, alors qu'en fait, le recours était définitivement prescrit à compter du 16 avril 2009. Cette représentation inexacte pourrait avoir conduit Asehor à s'acquitter de la taxe de recours alors que le recours n'avait plus aucune chance d'être considéré comme recevable. Au vu de ces circonstances tout à fait exceptionnelles, la Chambre de recours a condamné l'OCW à rembourser la taxe de recours à la requérante et celle-ci au paiement des dépens du titulaire du droit.

## 18.3. Pourvois formés devant la Cour de justice de l'Union européenne en 2010

Conformément à l'article 73 du règlement (CE) n° 2100/94, les décisions de la Chambre de recours sont susceptibles d'un pourvoi devant la Cour de justice de l'Union européenne.

### 18.3.1. Pourvois formés en 2010

Aucun pourvoi n'a été formé devant le Tribunal de l'Union européenne contre des décisions de la Chambre de recours en 2010. Un pourvoi C-534/10 P a été formé devant la Cour de justice le 17 novembre 2010 à l'encontre de l'arrêt rendu le 13 septembre 2010 par le Tribunal de l'Union européenne dans l'affaire T-135/08, «Gala Schnitzer».

### 18.3.2. Arrêts rendus par le Tribunal de l'Union européenne en 2010

Le Tribunal de l'Union européenne a rendu un arrêt le 13 septembre 2010 dans l'affaire T-135/08, Gala Schnitzer.

#### Description

##### 1. Faits

L'OCW, l'agence de l'UE responsable de l'octroi des titres de protection communautaire des nouvelles variétés végétales, a reçu une demande émanant de Schniga GmbH au sujet de la variété de pomme «Gala Schnitzer». Sur la base des exigences générales décrites dans la correspondance entre le demandeur et l'OCW, ce dernier l'a invité à lui soumettre le matériel végétal nécessaire et a précisé que le demandeur était tenu de respecter toutes les conditions phytosanitaires et douanières applicables. Le demandeur a fourni le matériel demandé ainsi qu'un «passeport phytosanitaire européen» qui, selon lui, servait de certificat phytosanitaire. Le centre responsable de l'examen technique a estimé que ce passeport phytosanitaire européen était suffisant pour réaliser l'examen technique ainsi que pour vérifier si les conditions de fond de l'octroi de la protection communautaire des obtentions végétales étaient respectées. Le centre a également demandé une copie d'un certificat officiel attestant l'absence de virus dans le matériel présenté. Le demandeur a alors indiqué au centre qu'il ne pouvait pas fournir le certificat officiel demandé, car il s'était avéré que le matériel présenté au centre était porteur de virus latents. Le centre d'examen a alors suggéré à l'OCW d'inviter le demandeur à fournir un nouveau matériel végétal exempt de virus pour réaliser l'examen technique. L'OCW a admis lui aussi qu'il fallait laisser le demandeur fournir ce nouveau matériel, car, dans sa demande initiale de matériel, il n'avait pas précisé que celui-ci devait être exempt de virus, mais seulement qu'il lui fallait respecter les exigences du passeport phytosanitaire européen.

Les résultats du deuxième examen ont démontré que la variété était distincte de la variété la plus proche servant de référence (la variété «Baigent»), sur la base de la caractéristique additionnelle «Fruit: largeur des stries».

Les auteurs des objections, Elaris SNC et Brookfield New Zealand Ltd, respectivement titulaire d'une licence afférente au droit de protection de la variété «Baigent» et titulaire de ce droit, ont adressé à l'OCW des objections, au titre de l'article 59 du règlement (CE) n° 2100/94, à l'octroi de la protection de la variété «Gala Schnitzer». Les moyens invoqués étaient tirés premièrement de l'article 61, paragraphe 1, point b), en vertu duquel l'OCW aurait dû refuser la demande au motif que le demandeur n'avait pas respecté les conditions relatives à la présentation du matériel destiné à l'examen technique, et deuxièmement, de l'article 7 du règlement, les requérantes faisant valoir que la variété «Gala Schnitzer» n'était pas distincte de la variété «Baigent».

Le président de l'OCW a approuvé l'utilisation de la caractéristique additionnelle «Fruit: largeur des stries», en vue d'établir le caractère distinctif de la variété «Gala Schnitzer». Le comité de l'OCW a rejeté les objections et accordé un droit de protection communautaire d'obtention végétale pour la «Gala Schnitzer».

Ces auteurs des objections ont alors formé un recours auprès de la Chambre de recours de l'OCW, au titre des articles 67 à 72 du règlement (CE) n° 2100/94, contre les décisions précédemment rendues par le comité de l'OCW.

Dans sa décision (la décision attaquée), la Chambre de recours a annulé les décisions rendues par le comité et rejeté elle-même la demande relative à la variété «Gala Schnitzer». La Chambre de recours a fondé sa décision sur l'article 61, paragraphe 1, point b), en considérant que l'OCW n'était pas habilitée à autoriser une nouvelle présentation de matériel par un demandeur dès lors que ce dernier ne s'était pas conformé à l'une des exigences d'une demande individuelle, au sens de l'article 55, paragraphe 4, à savoir fournir un certificat phytosanitaire attestant que le matériel présenté était exempt de virus.

## **2. Demandes**

L'OCW et le demandeur, Schniga GmbH, ont demandé que le Tribunal annule la décision attaquée. Les requérantes, Elaris SNC et Brookfield New Zealand Ltd, elles, ont soutenu que le Tribunal devait confirmer la décision attaquée. À titre subsidiaire, elles ont demandé en substance au Tribunal d'ordonner des examens supplémentaires sur le caractère distinctif de la variété. Toutes les parties ont demandé le remboursement de leurs dépens devant le Tribunal.

## **3. En droit**

Le demandeur a articulé sa demande suivant trois arguments, à savoir l'irrecevabilité des objections ainsi que l'absence d'infraction, d'une part, au titre de l'article 61, paragraphe 1, point b), et de l'article 62 du règlement et, d'autre part, au titre de l'article 55, paragraphe 4, du règlement.

## **Sur la recevabilité**

### *Sur la recevabilité du premier moyen*

Le demandeur a fait valoir que le recours devait être considéré comme irrecevable au motif que les objections adressées à l'OCW auraient dû être rejetées par la Chambre de recours comme irrecevables en cela qu'elles n'étaient pas fondées sur l'un des motifs mentionnés à l'article 59 du règlement (CE) n° 2100/94. Le Tribunal a toutefois estimé qu'il était uniquement habilité à évaluer la légalité des décisions de la Chambre de recours de l'OCW et à connaître des seules questions intervenues avant la procédure devant la Chambre de recours. En conséquence, le Tribunal a estimé que cet argument était irrecevable dans la mesure où il avait été soulevé pour la première fois par le demandeur devant le Tribunal de l'UE.

### *Sur la recevabilité du troisième moyen*

Les requérantes ont fait valoir que le troisième moyen invoqué par le demandeur était irrecevable car la Chambre de recours n'avait examiné que les faits, mais pas le droit. Le Tribunal a estimé qu'en examinant les informations contenues dans la correspondance entre le demandeur et l'OCW, la Chambre de recours avait qualifié juridiquement lesdites lettres et avait tiré les conséquences de cette qualification en appliquant les dispositions pertinentes du règlement (CE) n° 2100/94. En conclusion, le Tribunal a considéré comme recevable le troisième moyen.

## **Sur le fond**

Le Tribunal a estimé qu'il convenait d'examiner en premier lieu le troisième moyen.

Selon le demandeur, l'OCW a toute latitude pour déterminer quelles sont les exigences techniques et administratives auxquelles doit satisfaire le matériel présenté. L'autorisation accordée par l'OCW découle de l'application des règles mentionnées à l'article 55, paragraphe 4, du règlement. Le demandeur a souligné que les instructions fournies par l'OCW en tant qu'entité de l'Union européenne doivent être claires et suffisamment précises pour éviter la perte d'un droit. Le manque d'informations précises sur les exigences en matière phytosanitaire a contraint le demandeur à interpréter lui-même les règles contraignantes. Par ailleurs, le fait que le centre d'examen ait dans un premier temps accepté le passeport phytosanitaire européen, avant de réclamer la présentation dans les plus brefs délais d'un certificat attestant l'absence de virus dans le matériel, prouve que les informations sur les exigences techniques et administratives n'étaient pas précises à ce stade de la procédure, ce qui explique que l'OCW ait laissé le demandeur présenter un nouveau matériel.

L'OCW a indiqué ne pas partager la même analyse que la Chambre de recours. Selon l'Office, ses instructions concernant le matériel destiné à l'examen technique n'étaient pas suffisamment claires, raison pour laquelle il n'a pas refusé la demande de protection

communautaire. L'OCW a fait valoir que l'article 61, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 2100/94, qui dispose essentiellement que l'OCW doit refuser la demande de protection lorsque le demandeur ne satisfait pas à une exigence, ne s'applique pas lorsque celle-ci n'est pas claire.

Les requérantes ont déclaré que les conditions préalables au rejet de la demande étaient remplies, vu que le demandeur n'avait pas fourni le certificat requis pour prouver le bon état phytosanitaire du matériel examiné.

Le Tribunal a considéré qu'il incombait à l'OCW de fixer, par des règles générales ou dans des demandes individuelles, la date et le lieu de présentation du matériel destiné à l'examen technique et les échantillons de référence, ainsi que la qualité et la quantité de ce matériel et de ces échantillons. D'après le Tribunal, il est conforme au principe de bonne administration ainsi qu'à la nécessité d'assurer le bon déroulement et l'efficacité des procédures que, lorsqu'il estime que l'imprécision qu'il a relevée peut être corrigée, l'OCW dispose de la faculté de poursuivre l'examen de la demande déposée auprès de lui et ne soit pas tenu, dans cette hypothèse, de rejeter celle-ci. Ainsi envisagé, ce pouvoir d'appréciation permet d'éviter tout accroissement inutile de la période séparant le dépôt d'une demande de protection communautaire des obtentions végétales de la décision statuant sur cette demande, ce qui serait arrivé si le demandeur avait dû déposer une nouvelle demande. Le Tribunal de l'UE a précisé que le demandeur ne saurait à lui seul supporter la responsabilité d'exigences ambiguës.

Le Tribunal a examiné la correspondance entre l'OCW, le centre d'examen et le demandeur et en a conclu que l'OCW a valablement pu remédier à l'imprécision de ses demandes individuelles quant au fait que le matériel à présenter en vue de l'examen technique devait être exempt de virus. Dès lors, il incombait à la Chambre de recours de déterminer si le demandeur avait respecté la dernière exigence formulée par l'OCW. Le Tribunal a indiqué que la Chambre de recours avait commis une erreur de droit en considérant obligatoire de retirer la demande dès lors que le demandeur ne s'était pas conformé aux exigences phytosanitaires en tenant compte de la correspondance remontant au début de la procédure de demande. Par ailleurs, le Tribunal a également estimé que la Chambre de recours avait méconnu l'étendue du pouvoir d'appréciation conféré à l'OCW par l'article 55, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 2100/94.

Le Tribunal n'a pas jugé nécessaire d'examiner le deuxième moyen.

À titre subsidiaire, les requérantes avaient fait valoir, en substance, que le Tribunal devait ordonner à l'OCW de rouvrir l'examen technique pour réévaluer le caractère distinctif de la variété ou prendre toute autre mesure permettant d'examiner la question du caractère distinctif.

Le Tribunal de l'UE n'a pas accepté ces arguments. Au point 85 de l'arrêt, il indique ce qui suit:

«Or, dès lors que les [requérantes] ont invoqué, à l'encontre du présent recours, une argumentation qui n'a pas été examinée par la Chambre de recours, il n'y a pas lieu d'accéder à leur demande de réformer la décision attaquée, dès lors que cela impliquerait, en substance, l'exercice de fonctions administratives et d'investigation propres à l'OCW et serait, de ce fait, contraire à l'équilibre institutionnel dont s'inspire le principe de répartition des compétences entre l'OCW et le Tribunal.»

En foi de quoi, le Tribunal a décidé de faire droit au recours et d'annuler la décision attaquée, en condamnant l'OCW à ses propres dépens ainsi qu'à ceux de Schniga GmbH. Le Tribunal a condamné les requérantes à supporter leurs propres dépens.

### **18.3.3. Jugements rendus par la Cour de justice en 2010**

En 2010, la Cour a rendu un arrêt dans l'affaire C-38/09 P (SUMCOL 01) le 15 avril 2010.

La Cour a confirmé les conclusions de l'OCW, de sa Chambre de recours et du Tribunal de l'Union européenne, concernant le refus d'une demande de protection communautaire des obtentions végétales.

Le 15 avril 2010, la Cour a rendu son premier arrêt dans une affaire de pourvoi relatif à une demande de protection communautaire des obtentions végétales. Le requérant, M. Schröder, a tenté de faire annuler l'arrêt du Tribunal de première instance des Communautés européennes du 19 novembre 2008 dans l'affaire T-187/06, Schröder/OCW (SUMCOL 01), par lequel le Tribunal rejetait son recours contre la décision de la Chambre de recours de l'Office communautaire des variétés végétales (OCW) du 2 mai 2006 (référence A003/2004). Dans sa décision, la Chambre de recours avait conclu qu'un recours contre une décision de l'Office refusant une demande de protection communautaire des obtentions végétales pour la variété candidate «SUMCOL 01», de l'espèce *Plectranthus ornatus*, au motif que celle-ci manquait de caractère distinctif, n'était pas dûment fondé.

Dans le cadre de la procédure, le requérant a essentiellement argumenté que la variété de référence utilisée dans l'examen technique de la variété candidate n'était pas notoirement connue ou était en fait la variété candidate «SUMCOL 01».

La Cour a conclu que, conformément aux articles 225, paragraphe 1, CE et 58, premier alinéa, du statut de la Cour de justice, le pourvoi est limité aux questions de droit. Le Tribunal est seul compétent pour constater et évaluer les faits pertinents ainsi que pour apprécier les éléments de preuve. L'appréciation de ces faits et éléments de preuve ne constitue donc pas, sous réserve du cas de leur dénaturation, une question de droit soumise, comme telle, au contrôle de la Cour dans le cadre d'un pourvoi. La Cour a conclu que le Tribunal n'avait dénaturé ni les faits ni les éléments de preuve en statuant sur cette affaire.

La Cour a également confirmé les conclusions du Tribunal selon lesquelles les aspects revêtant une complexité technique ne relèvent pas de la juridiction des instances européennes. Aux paragraphes 77 et 78, la Cour établit ce qui suit:

«En outre, il y a lieu de rappeler que le Tribunal, à qui il appartient seulement de statuer dans les limites imparties à l'article 73, paragraphe 2, du règlement [(CE)] n° 2100/94, n'était pas tenu de procéder à un contrôle entier pour déterminer si la variété SUMCOL 01 était ou non dépourvue de caractère distinctif au sens de l'article 7, paragraphe 1, du règlement [(CE)] n° 2100/94, mais qu'il pouvait, eu égard à la complexité scientifique et technique de ladite condition, dont le respect doit d'ailleurs être contrôlé au moyen d'un examen technique à confier par l'OCV à l'un des organismes nationaux compétents ainsi qu'il ressort de l'article 55 du règlement [(CE)] n° 2100/94, s'en tenir à un contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation.

Par conséquent, le Tribunal a pu considérer à bon droit que les éléments figurant dans le dossier étaient suffisants pour permettre à la Chambre de recours de statuer sur la décision de rejet.»

La Cour a également considéré que les experts techniques travaillant pour les offices d'examen à la demande de l'Office peuvent comparaître dans les auditions devant la Chambre de recours en tant qu'agents de l'Office. Ces experts ne doivent pas être convoqués aux auditions en qualité de témoins ou d'experts, ce qui requiert l'adoption de mesures pour la prise en compte de preuves au sens de l'article 60, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 874/2009.



## 18.4. Recours reçus par l'OCVV et décisions prises par la Chambre de recours depuis sa création

Nombre de recours reçus par l'OCVV	Motifs des recours reçus	Nombre de décisions prises par la Chambre de recours	Numéro de la décision et date	Date de publication au <i>Bulletin officiel de l'OCVV</i>
<b>1996</b>				
0	Non applicable (n.a.)	0	n.a.	n.a.
<b>1997</b>				
2	Article 63 — Dénomination variétale (1) Article 10 — Nouveauté (1)	0	n.a.	n.a.
<b>1998</b>				
2	Article 63 — Dénomination variétale (1) Article 10 — Nouveauté (1)	0	n.a.	n.a.
<b>1999</b>				
2	Article 7 — Distinction (1) Article 10 — Nouveauté (1)	1	A2/98 du 14.9.1999	15.4.2000
<b>2000</b>				
8	Article 7 — Distinction (1) Article 55, paragraphe 4, du RB (*) — Non-respect des demandes de vérifications techniques (3) Article 83 — Non-paiement des taxes (4)	2	A1/99 du 25.1.2000 A2/99 du 19.5.2000 (décision intérimaire)	15.4.2000 15.4.2000
<b>2001</b>				
1	Article 8 du RB — Uniformité (1)	2	A2/00 du 27.3.2001 A4/00 du 6.12.2001	15.6.2001 15.4.2002
<b>2002</b>				
35	Article 83 — Non-paiement des taxes (25) Article 7 — Distinction (8) Article 11 du RB — Droit à la protection communautaire (1) Article 55 du RB — Non-respect des demandes de vérifications techniques (1)	1	A5/00 du 28.5.2002	15.8.2002

(\*) RB: règlement de base [règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil].

Nombre de recours reçus par l'OCVV	Motifs des recours reçus	Nombre de décisions prises par la Chambre de recours	Numéro de la décision et date	Date de publication au <i>Bulletin officiel</i> de l'OCVV
<b>2003</b>				
6	Article 7 du RB — Distinction (3) Article 8 du RB — Uniformité (2) Article 55 du RB — Non-respect des demandes de vérifications techniques (1)	15	A5/02 du 2.4.2003 A1/02-2/02-3/02 du 1.4.2003 A018/2002 du 14.5.2003 A8/02-9/02-10/02-11/02-12/02- 13/02 du 15.5.2003 A017/2002 du 3.4.2003 A023/2002 du 8.10.2003 A031/2002 du 8.12.2003 A021/2002 du 9.12.2003	15.6.2003 15.6.2003 15.8.2003 15.8.2003 15.6.2003 15.12.2003 15.2.2004 15.2.2004
<b>2004</b>				
8	Article 20 — Nullité (1) Article 83 — Non-paiement des taxes (1) Article 7 — Distinction (3) Article 66 — Dénomination variétale (1) Article 8 — Uniformité (1) Article 10 — Nouveauté (1)	5	A003/03 du 4.6.2004 A004/03 du 4.6.2004 A005/03-006/03 du 28.9.2004 A001/2004 du 16.12.2004	15.8.2004 15.8.2004 15.12.2004 15.2.2005
<b>2005</b>				
4	Article 11 du RB — Droit à la protection communautaire (1) Article 7 — Distinction (2) Article 10 — Nouveauté (1)	4	A006/2004 du 15.6.2005 A005/2004 du 16.6.2005 A004/2004 du 18.7.2005 A001/2005 du 8.11.2005	15.8.2005 15.8.2005 15.10.2005 15.1.2006
<b>2006</b>				
1	Article 83 — Non-paiement des taxes (1)	3	A003/2004 du 2.5.2006 A004/2005 du 13.10.2006 A007/2005 du 7.7.2006	15.8.2006 15.12.2006 15.10.2006

Nombre de recours reçus par l'OCVV	Motifs des recours reçus	Nombre de décisions prises par la Chambre de recours	Numéro de la décision et date	Date de publication au <i>Bulletin officiel</i> de l'OCVV
<b>2007</b>				
8	Article 10 — Nouveauté (1) Article 83 — Non-paiement des taxes (1) Article 55, paragraphe 4, du RB — Non-respect des demandes de vérifications techniques (2) Article 7 — Distinction (1) Article 20 — Nullité (1) Article 21 — Annulation (1) Article 87 — Tenue des registres (1)	6	A001/2007 du 11.9.2007 A003/2007-004/2007 du 21.11.2007 A005/2007 du 4.12.2007 A006/2007 du 4.12.2007 A007/2007 du 4.12.2007	15.12.2007 15.2.2008 15.2.2008 15.2.2008 15.2.2008
<b>2008</b>				
12	Article 83 — Non-paiement des taxes (7) Article 8 — Uniformité (4) Article 20 — Nullité (1)	3	A011/2007 du 9.9.2008 A009/2008 du 3.12.2008 A001/2008-002/2008 du 4.12.2008	15.12.2008 À paraître À paraître
<b>2009</b>				
10	Article 7 — Distinction (1) Article 8 — Homogénéité (5) Article 11 — Droit à la protection communautaire (1) Article 20 — Nullité (1) Article 21 — Annulation (2) — dont un pour non-paiement des taxes	4	A010/2007 du 23.1.2009 A004/2008-005/2008 du 21.4.2009 A010/2008 du 8.10.2009 A011/2008 du 8.10.2009	15.6.2009 15.8.2009 15.2.2010 15.2.2010
<b>2010</b>				
19	Article 11 — Droit à la protection communautaire (4) Article 20 — Nullité (2) Article 21 — Annulation (1) Article 83 — Non-paiement des taxes (11) Article 55 — Non-respect des demandes de vérifications techniques (1)	1	A018/2008 du 15.3.2010	15.6.2010







Office communautaire des variétés végétales

**Rapport annuel 2010**

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne

2011 — 91 p. — 21 × 29,7 cm

ISBN 978-92-9152-141-8

doi:10.2803/10660





## **Comment vous procurer les publications de l'Union européenne?**

### **Publications gratuites:**

- sur le site de l'EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- auprès des représentations ou des délégations de l'Union européenne. Vous pouvez obtenir leurs coordonnées en consultant le site <http://ec.europa.eu> ou par télécopieur au numéro +352 2929-42758.

### **Publications payantes:**

- sur le site de l'EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

**Abonnements facturés (par exemple séries annuelles du *Journal officiel de l'Union européenne*, recueils de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne):**

- auprès des bureaux de vente de l'Office des publications de l'Union européenne ([http://publications.europa.eu/others/agents/index\\_fr.htm](http://publications.europa.eu/others/agents/index_fr.htm)).



**OCVV**

Office Communautaire des Variétés Végétales

3, Bd. Maréchal Foch - BP 10121  
49101 Angers Cedex 02 - France  
Tél. +33 (0)2 41 25 64 00 - Fax +33 (0)2 41 25 64 10  
cpvo@cpvo.europa.eu - www.cpvo.europa.eu

Служба на Общността за сортовете растения

Oficina Comunitaria de Variedades Vegetales

Odrůdový úřad Společenství

EF-Sortsmyndigheden

Gemeinschaftliches Sortenamt

Ühenduse Sordiamet

Κοινοτικό Γραφείο Φυτικών Ποικιλιών

Community Plant Variety Office

Office communautaire des variétés végétales

Ufficio comunitario delle varietà vegetali

Kopienas Augu šķirņu birojs

Bendrijos augalų veislių tarnyba

Közösségi Növényfajtá-hivatal

L-Uffiċju Komunitarju dwar il-Varjetajiet tal-Pjanti

Communautair Bureau voor plantenrassen

Wspólnotowy Urząd Ochrony Odmian

Instituto Comunitário das Variedades Vegetais

Oficiul Comunitar pentru Soiuri de Plante

Úrad Spoločenstva pre odrody rastlín

Urad Skupnosti za rastlinske sorte

Yhteisön kasvilajikevirasto

Gemenskapens växsortsmyndighet



Office des publications

ISBN 978-92-9152-141-8



9 789291 521418